

Technical and Bibliographic Notes/Notes techniques et bibliographiques

The Institute has attempted to obtain the best original copy available for filming. Features of this copy which may be bibliographically unique, which may alter any of the images in the reproduction, or which may significantly change the usual method of filming, are checked below.

L'Institut a microfilmé le meilleur exemplaire qu'il lui a été possible de se procurer. Les détails de cet exemplaire qui sont peut-être uniques du point de vue bibliographique, qui peuvent modifier une image reproduite, ou qui peuvent exiger une modification dans la méthode normale de filmage sont indiqués ci-dessous.

- ☐ Coloured covers/
Couverture de couleur
- ☐ Covers damaged/
Couverture endommagée
- ☐ Covers restored and/or laminated/
Couverture restaurée et/ou pelliculée
- ☐ Cover title missing/
Le titre de couverture manquant
- ☐ Coloured maps/
Cartes géographiques en couleur
- ☐ Coloured ink (i.e. other than blue or black)/
Encre de couleur (i.e. autre que bleue ou noire)
- ☐ Coloured plates and/or illustrations/
Planches et/ou illustrations en couleur
- ☐ Bound with other material/
Relié avec d'autres documents
- ☒ Tight binding may cause shadows or distortion
along interior margin/
La reliure serrée peut causer de l'ombre ou de la
distortion le long de la marge intérieure
- ☐ Blank leaves added during restoration may
appear within the text. Whenever possible, these
have been omitted from filming/
Il se peut que certaines pages blanches ajoutées
lors d'une restauration apparaissent dans le texte,
mais, lorsque cela était possible, ces pages n'ont
pas été filmées.
- ☐ Additional comments:/
Commentaires supplémentaires:

- ☐ Coloured pages/
Pages de couleur
- ☐ Pages damaged/
Pages endommagées
- ☐ Pages restored and/or laminated/
Pages restaurées et/ou pelliculées
- ☒ Pages discoloured, stained or foxed/
Pages décolorées, tachetées ou piquées
- ☐ Pages detached/
Pages détachées
- ☒ Showthrough/
Transparence
- ☐ Quality of print varies/
Qualité inégale de l'impression
- ☐ Includes supplementary material/
Comprend du matériel supplémentaire
- ☐ Only edition available/
Seule édition disponible
- ☐ Pages wholly or partially obscured by errata
slips, tissues, etc., have been refilmed to
ensure the best possible image/
Les pages totalement ou partiellement
obscuries par un feuillet d'errata, une pelure,
etc., ont été filmées à nouveau de façon à
obtenir la meilleure image possible.

This item is filmed at the reduction ratio checked below/
Ce document est filmé au taux de réduction indiqué ci-dessous.

10X	12X	14X	16X	18X	20X	22X	24X	26X	28X	30X	32X
						✓					

206

PROCÉDÉS DE L'Assemblée des Electeurs DU COMTÉ DE MONTREAL.

Tenue à Saint Laurent le 15 Mai 1837.

Imprime' par ordre du Comité' central et permanent
du Comté' de Montreal.

Conformément à un avis publié dans les journaux de cette ville, et lu aux portes des Eglises des différentes paroisses une assemblée nombreuse et très respectable des électeurs du comté de Montréal fut tenue lundi, le 15 mai 1837, à St. Laurent, *chef-lieu*, pour prendre en considération les mesures coercitives proposées par le ministère à la chambre des communes le 6 mars dernier, et pour aviser aux moyens de protéger les droits et les libertés du peuple de cette province contre l'agression projetée. A onze heures et demie on ouvrit l'assemblée, et sur une motion à cet effet :

LOUIS ROY PORTELANCE, écuyer, fut appelé au fauteuil, et CHEVALIER DE LORIMIER, écuyer, N. P., fut nommé Secrétaire.

L'honorable LOUIS JOSEPH PAPINEAU vint alors en avant et reçut l'accueil le plus cordial et le plus flatteur.

Après son discours et ceux des MM. Cherrier, Jobin, Lachapelle, le Dr. Valois, J. Bell, J. A. Gagnon et le Dr. O'Callaghan, les Résolutions suivantes furent dûment proposées et agréées dans l'ordre ci-après :—

Sur motion de M. *Paschal Persillier Lachapelle*, de la Côte des Neiges, secondé par M. *Joseph Binette*, de Ste. Geneviève.

Résolu,—1. Que les résolutions soumises au nom du ministère anglais, par lord John Russell le 6 mars dernier, dans

les communes de la métropole, détruisent de fait les droits et les libertés du peuple de cette province, droits et libertés que nous regardons comme les droits de naissance du citoyen anglais solennellement proclamés par l'acte déclaratoire de la 18^e Geo. III ; que cette violation est d'autant plus odieuse qu'elle est accompagnée de l'aveu de la justice des plaintes du pays quant à la constitution vicieuse du conseil législatif, l'un des principaux motifs qui ont forcé la Représentation de cette colonie à refuser les subsides afin d'obtenir la réparation de ce grief, source première de tous les abus qui pèsent sur cette province.

Sur motion d'*André Jobin*, écuyer, M. P. P. secondé par C. S. *Cherrier*, *éc.* M. P. P.

Résolu,—2. Que le peuple de cette province avait lieu de s'attendre par le rappel du ci-devant gouverneur en chef, que son successeur suivrait une politique plus juste, plus libérale et plus franche : qu'il a été trompé dans cette attente en voyant le vieux système de déception et d'intrigues accompagner tous les actes de la présente administration : que tout ce qu'il y a d'injuste et d'atroce dans le plan de coercition projeté par le ministère anglais est de la suggestion du gouverneur actuel et de ses associés qui, se donnant comme missionnaires de paix et de conciliation, n'ont employé ce moyen que pour mieux décevoir et qui dans le tems même

où ils fessent des promesses de larges réformes sollicitaient l'intervention du parlement impérial afin que par l'exercice de la force il nous ravit nos droits.

Sur motion du Capt. *Stanislas David*, du Sault-au-Récollet, secondé par Mr. *François Tavernier*, de Montréal.

Résolu,—3. Que quand nous avons demandé l'intervention du parlement impérial pour le bon gouvernement de cette province, nous ne l'avons fait qu'en exprimant le sens dans lequel il devait nous accorder des réformes voulues par la grande majorité des habitans du pays : que ce ne sont pas d'après des vues européennes ou des recommandations d'individus étrangers au pays et à son état social que nos institutions politiques doivent être changées, mais seulement d'après nos vœux et les recommandations exprimées par nos représentans librement élus et seuls compétens à connaître des besoins qu'ils partagent avec nous et à réformer des institutions dont ils sentent comme nous les funestes effets : que nous répudions d'avance les faibles palliatifs que l'on prétend apporter à des maux dont on laisse subsister la source et que nous persistons à demander, par l'extension du système électif, des institutions analogues à celles des ci-devant colonies de la Nouvelle-Angleterre, comme les seules qui conviennent à notre état de société et les seules qui puissent faire cesser en Canada d'odieuses distinctions nationales que nous répudions, et comme les seules qui puissent y servir de base à un bon gouvernement.

Sur motion de Mr. *Joseph Labelle*, de la Longue Pointe, secondé par Mr. *François Quémenville*, de St. Laurent.

Résolu,—4. Que la politique astucieuse suivie par Archibald comte de Gosford, jointe aux mesures tyranniques proposées par le ministère et soutenues par une majorité dans la chambre des communes, ôte tout espoir aux colons d'attendre aucune justice de la métropole tant que des hommes de principes plus justes et libéraux n'auront pas la direction des conseils de l'Etat : et qu'en conséquence nous prions nos représentans, nos concitoyens des autres comtés de la province, nos frères colons des provinces voisines, de ne plus

suivre la routine avilissante de demander au roi, aux lords et à leurs vassaux dans la chambre des communes, cette justice que nous n'avons attendue de leur part, qu'alors que nous ne les connaissions point.

Sur motion du Dr. *Valois*, J. P. de la Pointe Claire secondé par Mr. *Ludger Duvernay*, de Montréal.

Résolu,—5. Que dans les circonstances actuelles, il est urgent de recourir en premier lieu à quelques moyens de paralyser l'attaque dirigée contre nos droits et nos libertés, en tarissant la source du revenu que les mesures du ministère ont pour but de nous dérober.

Sur motion de Mr. *Urbain Desrochers*, de la Pointe-aux-Trembles, secondé par Mr. *Rémi Lecavalier*.

Résolu,—6. Que le revenu dont nos oppresseurs veulent inconstitutionnellement s'emparer se prélève principalement sur les rums et eaux de vie, sur les vins, les thés, les sucres et les tabacs régulièrement importés et payant des droits d'entrée aux douanes ; que le bonheur public et privé serait grandement promu par l'abstinence des vins et des spiritueux et que nous la recommandons fortement à nos concitoyens :—Qu'en second lieu nous recommandons à ceux qui ne souscriront pas à l'abstinence absolue de ces articles de ne faire usage que de ceux qui seront manufacturés dans ce pays. Et en 3^e lieu, quant à ceux qu'ils ne pourraient se procurer du crû du pays, de faire usage de ceux-là seulement qui auront été importés en contrebande des Etats-Unis.

Sur motion du Capt. *J. Bte. Cadieux*, de la Pointe-aux-Trembles, secondé par Mr. *François Malo*, de la même place.

Résolu,—7. Qu'une autre grande partie du revenu provincial se prélève par un droit de deux et demi pour cent perçu sur les marchandises manufacturées dans le royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, à leur entrée dans les ports de cette province et qu'une grande partie des produits de cette nature surtout dans les manufactures de lainages, toiles et cotons peuvent se fabriquer dans ce pays ou se tirer des Etats-Unis : que nous engageons et que nous recommandons à nos citoyens de faire usage de ceux-ci de préférence,

surtout de
de tels d
ce pays
nous enco
de man
que nou
bien du
courage
nous ne
peuple
que nou
manifest
primés ;
haine de
ver ses
l'intéres
ses oppr
Sur
écr. J.
dinal, c

Résolu
vons qu
delà des
adoucien
illusoire
communi
avec no
des Etats
peut pl
prospéri
notre co
quence
les réfo
époque
tation g
pour être
et heur
sa procl
Sur r
Longue
Joseph
ries.

Résolu
mesure
le minist
semblé
pays ne
tionner
subsides
refusée
Sur
dé par
Résolu
plus viv

demande
aux dans
ette justice
leu. part.
onnaissans

J. P. de la
r. *Ludger*

circonstan-
recourir en
ns de para-
os droits et
urce du re-
nistère ont

Desrochers,
secondé par

u dont nos
tutionnelle-
cipalement
ur les vins,
s régulièr-
droits d'en-
heur public
promu par
piriteux et
ortement à
second lieu
ui ne sous-
lue de ces
de ceux qui
pays. Et
is ne pour-
ys, de faire
auront été
Etats-Unis.

Cadieux,
secondé par
place.

ande partie
ve par un
t perçu sur
s dans le
retagne et
es ports de
partie des
t dans les
s et cotons
ays ou se
engageons
s citoyens
référence,

surtout dans le cas où nous saurons que de tels articles auront été fabriqués dans ce pays ou importés en contrebande : que nous encomagerons surtout l'établissement de manufactures dans cette province et que nous regarderons comme méritant bien du pays ceux qui établiront ou encourageront les dites manufactures : que nous ne prenons pas ce parti en haine du peuple anglais que nous respectons, et que nous remercions de la sympathie qu'il manifeste pour ses frères Canadiens opprimés ; mais que nous le prenons en haine des injustices que nous font éprouver ses aristocraties whig et tory et pour l'intéresser à briser le sceptre de fer de ses oppresseurs et des nôtres.

Sur motion de *P. P. Lachapelle* fils, écriv. J. P. secondé par *Mr. Joseph Cardinal*, de la Côte des Neiges.

Résolu,—8. Que tandis que nous n'avons que des injustices à attendre d'au-delà des mers, nous pouvons les voir très adoucies et peut-être entièrement rendues illusoires en s'attachant à cultiver des communications fréquentes et amicales avec nos heureux et industrieux voisins des Etats-Unis d'Amérique : que rien ne peut plus prochainement conduire à la prospérité du pays que l'extension de notre commerce avec eux et qu'en conséquence la requête sagement adoptée par les réformistes du Haut-Canada à une époque récente, soit proposée à l'acceptation générale du peuple de cette province pour être présentée au congrès des libres et heureux Etats-Unis d'Amérique, dans sa prochaine session.

Sur motion du *Capt. Dubreuil*, de la Longue Pointe, secondé par le *Capt. Joseph Monarque*, de la Rivière des Prairies.

Résolu,—9. Que dans le cas où les mesures inconstitutionnelles proposées par le ministère seraient adoptées, cette assemblée espère que la Représentation du pays ne s'avilira jamais au point de sanctionner de telles usurpations en votant des subsides aussi long-temps que justice sera refusée au pays.

Sur motion de *Mr. Joshua Bell*, secondé par *Mr. Simon Valois*.

Résolu,—10. Que la reconnaissance la plus vive est due par les habitants de tou-

tes les Colonies Anglaises et les remerciemens les plus sincères sont faits par cette Assemblée à l'éloquente et vertueuse Minorité qui dans les Chambres des Communes a vraiment prouvé que son amour de la justice embrassait l'empire dans toute son étendue et lui ferait respecter les droits de l'homme en société et ceux des colonies britanniques en particulier :

Que nous saisissons également cette occasion pour exprimer nos remerciemens à l'Association des Industriels de Londres et aux autres réformistes anglais qui ont élevé la voix en faveur d'une colonie opprimée et qui ont compris qu'en foulant aux pieds nos droits et nos libertés c'était établir un antécédent dangereux pour servir à attaquer les mêmes droits et les mêmes libertés du peuple anglais : que nous sommes sensibles à leur sympathie (que nous apprécions vivement) ainsi qu'à celle de nos frères réformistes de Toronto qui ont aussi protesté contre la violation de nos droits communs.

Sur motion de *J. A. Gagnon*, écuyer, J. P. secondé par *Mr. Fleury Saint Jean*.

Résolu,—11. Que nous applaudissons aux efforts de nos frères colons et réformistes de la Nouvelle-Ecosse dont la Représentation vient de demander l'introduction du principe électif dans le conseil formant partie de leur législation ; un gouvernement responsable aux communes de la colonie et le contrôle du peuple sur tous les revenus publics et autres réformes dans l'intérêt général : que ces demandes et leurs plaintes ont pour source le très mauvais et le même système de gouvernement qui a fait le sujet de mêmes plaintes de notre part depuis longtemps : que nous sommes prêts à seconder les efforts des réformistes de la Nouvelle-Ecosse et co-opérer avec eux.

Sur motion de *M. P. Letourneau*, des Tanneries, secondé par *M. Francis Léonard* et *M. Pierre Verdon* de St Laurent.

Résolu,—12.—Que dans le moment de crise actuelle pour les libertés de ces colonies, il est urgent pour le peuple de cette province de prendre d'autres mesures pour la protection de leurs droits constitutionnels et que dans cette vue nous recommandons à nos frères réfor-

miste d'élire des délégués pour une Convention générale (dont les membres de la chambre d'assemblée et ceux du conseil législatif approuvant et appuyant les assemblées Anti-Coësitives de comités qui se tiennent maintenant ou qui se tiendront ci-après, seront membres *ex-officio*) qui sera tenue dans le cours de l'été prochain à quelque lieu central et convenable; Et que la dite convention pourrait, dans notre opinion, en addition aux membres ci-dessus *ex-officio*, être composée de délégués des divers comtés, et bourgs dans une proportion double du nombre de représentants élus par eux pour la chambre d'assemblée et que:—MM. Dr. Valois, E. R. Fabre, George Watson, Louis Roy Portelance, Peter Dunn, Urbain Desrochers, Thos M'Naughton, P. P. Lachapelle, Stanislas David, John Dillon, J. Bell, Jos. Ant Gagnon et Joseph Letourneux, soient élus pour représenter la Cité et le Comté de Montréal dans ladite Convention générale.

Sur motion de Mr *John Dillon*, de la Longue Pointe, secondé par M. *Louis Verdon*, de St. Laurent.

Résolu, 13—Qu'il soit maintenant nommé un Comité Permanent (avec pouvoir d'ajouter à son nombre) pour veiller aux intérêts politiques de ce comité, pour correspondre avec les autres comités dans cette province et dans les provinces britanniques, pour adopter telles mesures qui, de temps à autre, leur paraîtront nécessaires pour protéger nos droits et avancer la cause du bon gouvernement dans ces colonies et pour mettre à effet autant qu'il sera en son pouvoir, les diverses recommandations, suggestions et résolutions agréées par cette assemblée.

Que les personnes suivantes composent le dit comité :

MM. P.P. Lachapelle, Côte des neiges : Joseph Binet, Ste. Geneviève ; Capt. Stanislas David, Sault-au-Riccollet ; François Tavernier, Montréal ; Joseph Labelle, Pointe Claire : Ludger Duvernay, Montréal ; Urbain Desro-

chers, *Pointe aux Trembles*; Rémi LeCavelier, *St. Laurent*; Capt. J Bte Cadieux, *Pointe aux Trembles*; François Malo, *Pointe aux trembles*; P.P. Lachapelle J. P. jeune, *Lachine*; Capt. Dubreuil, *Pointe aux Trembles*; Joseph Monarque *Rivière des prairies*; Joshua Bell, *Montréal*; Simon Valois, *Montréal*; Joseph Ant. Gagnon J.P; *Montréal*; Fleuri St. Jean, *Montréal*; Joseph Letourneau, *Tanneries*; François Léonard, *St. Laurent*; John Dillon, *Longue Pointe*; Louis Verdon, *St. Laurent*; J Bte Malo, *Lachine*; Ls. Marteau, *St. Laurent*; Gab. Valois, *Pointe Claire*; François Chrisita dit St Amour, Joseph Christin dit St. Amour, Capt Paul Côté, *Rivière des Prairies*; Joseph Bruyère, *Pointe aux trembles*; J. Bte. Lapierre, *Sault au Récollet*; Amable Désautels, *Sault au Récollet*; Pierre Vannier, *Sault aux Récollets*; Simon Thimems, *Sault au Récollet*; Charles Faquener, *Sault au Récollet*; François Ricard, *Montréal*; John Hale, Ed. R. Fabre, Peter Even, Thos. McNaughton, John Armstrong, Séraphim Gauthier et Chamilly de Lorimier, *Montréal*; Guillaume LeCavelier, *St. Laurent*; Olivier Dumouchel, *St. Laurent*; J. Bte. Quesnels (fils de Joseph) *Lachine*; Nicholas Lefebvre, *Lachine*; Pierre Giroux et François Groux de *St. Laurent*.

Les membres suivans furent ajoutés à la réunion du Comité le 23 Mai 1837:

Les membres de la chambre d'assemblée et du conseil législatif approuvant les résolutions adoptées par le Comité de Montréal le 15 courant ainsi que les membres des différents Comités nommés par les autres Comités et les Messieurs suivants:

MM. Joseph Laporte, Paschal Brouguette, Joseph Blais, François Monnette, Louis Brouguette, Joseph Brouguette, Bonaventure et Charles Brouguette, de la Pointe au trembles, Jean Bte. Lenoir dit Rolland et Hugues Lenoir dit Rolland, Pierre Cadieux de Montréal et La. Roy de Lachine.

DISCOURS

DE

L'HON. L. J. PAPINEAU

*Prononcé à l'assemblée du Comité de Montréal, tenue à
Saint Laurent le 15 Mai 1837.*

Concitoyens,

Nous sommes réunis dans des circonstances pénibles, mais qui offrent l'avantage de vous faire distinguer vos vrais d'avec vos faux amis, ceux qui le sont pour un tems, de ceux qui le sont pour toujours. Nous sommes en lutte avec les anciens ennemis du pays. Le gouverneur, les deux conseils, les juges, la majorité des autres fonctionnaires publics, leurs créatures et leurs suppôts que vos représentants ont dénoncés depuis longtemps comme formant une faction corrompue, hostile aux droits du peuple et mue par l'intérêt seul à soutenir un système de gouvernement vicieux. Cela n'est pas inquiétant. Cette faction quand elle agira seule est aux bois. Elle a la même volonté qu'elle a toujours eue de nuire, mais elle n'a plus le même pouvoir de le faire. C'est toujours une bête halfaisante, qui aime à mordre et à déchirer, mais qui ne peut que rugir, parce que vous lui avez rogné les griffes et limé les dents. *(Applaudissemens.)*

Pour eux les tems sont changés, jugez de leur différence. Il y a quelques années lorsque votre ancien représentant, toujours fidèle à vos intérêts et que vous venez de choisir pour présider cette assemblée, vous servait au parlement, lorsque bientôt après lui j'entraîs dans la vie publique en 1810, un mauvais gouverneur jetait les représentants en prison ; depuis ce tems les représentants ont chassé les mauvais gouverneurs. Autrefois, pour gouverner et mettre à l'abri des plaintes de l'Assemblée les bas courtisans ses complices, le tyran Craig était obligé de se montrer, pour faire peur, comme bien plus méchant qu'il n'était. Il n'a pas réussi à faire peur. Le peuple s'est moqué de lui, et des proclamations royales, des mandemens et des

sermons déplacés, arrachés par surprise, et fulminés pour le frapper de terreur. Aujourd'hui pour gouverner, et mettre les bas courtisans ses complices à l'abri de la punition que leur a justement infligée l'Assemblée, le gouverneur est obligé de se montrer larmoyant pour faire pitié, et de se donner pour bien meilleur qu'il n'est en réalité. Il s'est fait humble et cressant pour tromper. Le miel, sur les lèvres, le fiel dans le cœur, il a fait plus de mal par ses artifices, que ses prédécesseurs n'en ont fait par leurs violences ; néanmoins le mal n'est pas consommé, et ses artifices sont usés. La publication de ses instructions qu'il avait mutilées et mésintréprétées ; la publication des rapports, dans lesquels l'on admet que cette ruse lui était nécessaire pour qu'il put débiter dans son administration avec quelque chance de succès, ont fait tomber le masque. Il peut acheter quelques traîtres, il ne peut plus tromper des patriotes. Et comme dans un pays honnête le nombre des lâches qui sont en vente et à l'encan ne peut pas être considérable, ils ne sont pas à craindre. La constance nouvelle dont nos perpétuels ennemis vont vouloir tirer avantage, c'est que le parlement britannique prend parti contre nous. C'est que le ministre ne comptant pour rien les justes plaintes du peuple, n'a de sensibilité et de prédilections que pour des employés corrompus ; qu'il veut voler votre argent pour payer vos serviteurs que vos représentans ont refusé de payer parce que d'après l'avis de cette autorité compétente ils ont été paresseux, infidèles, incapables ; qu'ils ont voulu renvoyer de votre service parce qu'ils vous faisaient du tort ; qui insolemment sont restés chez vous malgré vous, et qui, lorsque

vous leur refusez un salaire qu'ils n'ont pas gagné, s'associent avec des voleurs étrangers pour vous dérober. Cette difficulté est grande, mais elle n'est pas nouvelle, mais elle n'est pas insurmontable. Ce parlement tout puissant, les Américains l'ont glorieusement battu, il y a quelque années. C'est un spectacle consolateur pour les peuples que de se reporter à l'époque de 1774; d'applaudir aux efforts vertueux et au succès complet qui fut opposé à la même tentative qui est commencée contre vous. Ce parlement tout puissant, son injustice nous a déjà mis en lutte avec lui, et notre résistance constitutionnelle l'a déjà arrêté. En 1822 le ministère s'était montré un instrument oppresseur entre les mains de la faction officielle du Canada, et les communes s'étaient montrées, les dociles esclaves du ministre en l'appuyant dans sa tentative d'union des deux provinces par une très grande majorité. Le ministère Melbourne est également l'instrument oppresseur que fait jouer à son service la même faction officielle et tory du Canada, et la grande majorité des communes dans une question coloniale qu'elles comprennent peu et à laquelle elles n'attachent aucun intérêt, est encore la tourbe docile qui marche comme le ministre la pousse. Les temps d'épreuve sont arrivés; ces temps sont d'une grande utilité au public. Ils lui apprennent à distinguer ceux qui sont patriotes aux jours sereins, mais que le premier jour d'orage disperse; ceux qui sont patriotes quand il n'y a pas de sacrifices à faire, de ceux qui le sont au tems des sacrifices; ceux dont tout le mérite consiste à crier: *Huzza*, nous sommes avec la majorité, mais si elle ne réussit pas bien vite, nous nous tiendrons à l'écart et tranquilles, et ceux qui disent: dans la bonne et dans la mauvaise fortune, nous sommes pour le peuple; s'il est maltraité nous ne nous tiendrons pas à l'écart; nous ne serons pas tranquilles, nous le défendrons à tout risque: nous sommes pour les principes, et s'ils sont violés nous les maintiendrons contre quelqu'autorité que ce soit, tant que nos cœurs battront; tant que nos bouches pourront proclamer la vérité pourront exhaler la plainte et le reproche.

(Applaudissemens)

Vous comprenez l'importance du sujet qui nous réunit. Nous ne sommes pas ici pour nous livrer à des élans d'une juste indignation, à de brûlants appels à la vengeance et

aux passions, qui ne seraient que trop justifiées; nous sommes pour discourir ensemble, familièrement, sans réserve ni réticence, sans dissimulation ni ménagement pour des hommes pervers et des mesures iniques; pour nous occuper de nos communs intérêts; pour mesurer quelle est l'étendue du mal que l'on nous veut faire; quels en sont les odieux auteurs; quels obstacles nous pouvons opposer à quelle punition nous leur devons infliger.

L'étendue du mal que l'on nous veut faire c'est l'insulte et le mépris avec lesquels un gouvernement persécuteur repousse toutes et chacune des réformes que vous avez demandées! c'est de vous préparer un avenir plus mauvais que ne l'a été un passé déjà insupportable: C'est enfin de vous voler, de vous arracher le fruit de vos sueurs et de vos travaux pour soudoyer et rendre plus inépuissables vos serviteurs, dont vous n'avez déjà que trop de raisons de vous plaindre. (*C'est la vraie.*)

Dans tous les temps, les Anglais, depuis qu'ils ont le système représentatif, ont professé la doctrine, et l'ont scellée de leur sang, que leurs rois et leurs officiers n'avaient droit à recevoir aucun autre salaire, aucun autre subside, que ceux auxquels ils auraient donné leur libre consentement exprimé par leurs représentants. Ils ont toujours cru qu'il était également juste de tirer l'épée contre celui qui violait la loi, en cherchant à briser la porte de leur maison pour les dérober, et contre ceux qui violaient la loi en cherchant à briser les portes du dépôt de l'argent public, dont ils avaient remis les clefs à leurs représentants. Dans cette juste et légitime défense de leurs propriétés, ils ont quelquefois chassé du royaume les gouvernans qui violaient des droits aussi chers quelquefois leur leur ont tranché la tête. Tout cela était pour établir un droit que lord Russell à l'instigation de lord Gosford s'apprête à violer notre égard. L'histoire nous dit que les Anglais ont bien fait de haïr leurs oppresseurs jusqu'à les emprisonner à les chasser, à les tuer nous ferions donc bien de haïr les nôtres jusqu'à les prier au moins pour leur honneur et notre bonheur de faire voile au plus vite.

Les électeurs de ce comté ont presque tous jours bien rempli leur devoir: vous le remplissiez en choisissant pour votre représentant il y a près de quarante ans, un homme aussi ferme et intègre que l'est notre respectable

président, et depuis lui presque toujours des hommes qui tels que ceux qui vous représentent aujourd'hui, lui ont ressemblé. Si quelquefois il y a eu erreur, si des candidats sont venus au hustings avec des protestations de dévouement si plausibles que vous avez été tentés de les choisir sur parole, et que plus tard vous avez aperçu de la différence entre leurs promesses et leur conduite, vous n'avez pas été lents à en faire justice. Vous avez vu que toujours celui qui se rapprochait des gouverneurs s'éloignait du peuple, parce que les gouverneurs ont tous eu la manie de se placer en une opposition inconstitutionnelle contre la majorité de la chambre. Ils ont tous voulu être les maîtres, quand ils ne sont que les serviteurs; nous parquer et nous pousser quand ils doivent nous suivre. Aucun d'eux n'est jamais venu, aucun d'eux ne viendra jamais, pour s'intéresser vivement à votre bien-être, mais bien pour avancer le sien. Ils voient bien vite que la plupart des employés publics leurs ressemblent si fort sous ce rapport, qu'ils ne sont jamais longtemps devenus bons amis et faire cause commune contre vous et vos représentants. Sous le point de vue le dernier venu, n'est pas meilleur que ses devanciers. Tout le mal plus grand que par le passé, dont vous menace maintenant le ministre, le gouverneur actuel l'a conseillé. Il a même demandé que l'on vous en fit beaucoup plus, mais le ministre ne seconde pas pleinement son ardeur à vous nuire, et ne propose pas l'abolition sollicitée du statut de la 1^{ère} année de Guillaume quatre. Il y a des hommes qui ont ci-devant soutenu la cause du pays contre tous les autres gouverneurs, qui leur ont fait la guerre pour de beaucoup moindres fautes et qui, déserteurs de la cause du peuple, sont aujourd'hui aux pieds de lord Gosford et trouvent bon chez lui ce qu'ils ont trouvé mauvais chez ses prédécesseurs. Tant qu'ils n'avaient que des belles paroles et ses fausses promesses, on pouvait leur pardonner leur erreur, mais depuis que ses écrits plus forts que ses propos sont connus, il faut avoir une aussi forte dose d'amour propre, pour ne pas revenir d'un aussi étrange aveuglement, qu'une faible dose d'amour du pays.

Les autres gouverneurs ont comme celui-ci violé le dépôt du revenu public. Ils le faisaient avec quelque gêne par la crainte vague, quoiqu'éloignée d'accusation par les

communes. Celui-ci travaille à renverser cette dernière et faible barrière à la rapacité de ceux qui laisseront comme lui, leur pays, leur famille, leurs plaisirs, pour l'amour de vous, diront-ils, pour l'amour de votre argent, vous dis-je. Il ne restera plus aucun frein à l'impudeur avec laquelle les gouverneurs se sont presque tous montrés comme des aventuriers nécessaires, par leur hardiesse à violer la loi pour se payer leurs appointements en les dérobant. Je ne connais pas un autre pays où un pareil crime se soit jamais continué aussi longtemps avec impunité. La morale publique est outragée et perdue, si les hommes honnêtes ne flétrissent pas par leur mépris ce et ouvert, n'isolent pas par leur détermination de n'avoir avec eux aucun rapport même de civilité; ne dénoncent pas comme ennemis du Canada, tous ceux qui, du premier au dernier, du gouverneur au concétable, recevront l'argent du pays, d'après la disposition, soit d'un statut anglais, soit de toute autre autorité que celle de vos représentants.

L'argent qu'a pris lord Gosford, l'argent qu'il fait prendre par l'entremise de lord Russell, l'argent que celui-ci ne lui permet pas de prendre quoiqu'il ait demandé de le faire, sont des motifs pour lesquels si vous avez eu raison de haïr une fois Dalhousie et Aylmer, vous aurez trois fois raison de haïr Gosford; pour lesquels, si vous avez accusé ceux là avec assez d'unanimité, de force, et de persévérance, pour vous en voir délivrés après de longues années de souffrances, vous devez accuser celui-ci avec assez d'unanimité, de force et de persévérance pour vous en voir délivrés sous un court délai. Et déjà en effet il aurait dû laisser la province depuis longtemps, s'il y avait eu franchise et fixité dans la déclaration qu'il répétait à tous venants, lors de son arrivée, que s'il ne gagnait pas la confiance du pays, s'il n'y effectuait pas de grandes réformes, s'il ne faisait pas renaitre le contentement, il n'attendrait pas l'arrivée d'une frégate pour mettre à la voile, mais se jetterait dans le premier vaisseau marchand qui laisserait Québec. L'espérance est vivace chez cet homme, s'il imagine que les mesquines réformes qu'il a, disent des flatteurs, la bonne intention de tenter, quand il sortira de sa longue létargie, seront propres à lui mériter de grandes actions de grâces. Nous connaissons le mal positif qu'il a fait, par les réponses de lord Russell à

nos demandes de réforme ; le bien qu'il mé-
dite est encore un impénétrable mystère ou
une fiction gratuite.

Vous avez demandé dans la proportion de
90,000 contre 10,000 signataires que le conseil
législatif fut électif ; non, dit l'écho de lord
Gosford ; que le conseil exécutif fut responsa-
ble aux communes du pays ; non, qu'un tri-
bunal digne de la confiance publique connût
des malversations des juges et autres emplo-
yés prévaricateurs ; non, que les usurpations
du parlement britannique par ses actes de lé-
gislation interne pour nous, fussent réparés
par l'abrogation de ces actes ; non. J'en
aurais jusqu'à demain à détailler ainsi toutes
vos justes demandes, et tous les refus que la
haine et l'intrigue vous ont préparés, par l'en-
treprise de la plus inutile commission qui ait
jamais été imaginée. Eh bien ! tous ces re-
fus injustes changent-ils votre volonté d'avoir
ces réformes ? Non. Donnent-ils à l'hom-
me qui les a conseillés des titres à notre esti-
me, à notre argent ? Non. Quand il par-
tira qu'emportera-t-il donc, notre argent ? Oui ;
notre bonne opinion ? Non. Il y a long-
temps qu'il prévoit que telle sera l'issue d'u-
ne administration qui dans sa première an-
née, avait déjà produit pour vous plus de
fruits amers, pour lui plus d'humiliations, que
n'en a dévorées son odieux prédécesseur
pendant toute la durée de la sienne. Il les a
reçues à pleines mains et de tous les partis et
de toutes les nuances d'opinion. Pour la
part du peuple, il a laissé périr dans le con-
seil législatif des bonnes lois en foule, sans le
plus léger effort pour les préserver. Vous
avez connaissance de ses longues lamentati-
ons, de ses cuisants chagrins, de ses injustes
reproches à vos représentants, parce qu'ils
n'ont point donné votre argent à lui ni aux
autres employés qu'ils jugeaient ne pas le
mériter. L'on ne peut avoir d'entrailles de
mère plus tendres et plus brûlantes, d'exquise
sensibilité, pour la gêne de la horde officielle,
ni de cœur plus glacé aux souffrances du
peuple. Y a-t-il parmi nous tous un seul
homme, qui ait quelque connaissance qu'il
soit jamais échappé des lèvres de lord Gos-
ford, l'expression du plus faible regret, du
plus léger reproche, sur le refus inconstitution-
nel du conseil législatif du bill d'appropriation
de quarante mille louis pour l'avancement
de l'éducation primaire ? Non. Un senti-
ment de haine effrénée, de persécution bru-

tales, et d'ignorance la plus abrutissante, sa-
turent les têtes, ulcèrent les cœurs de ceux
qui ont pu se résoudre à fermer les écoles à
quarante mille enfans assidus à s'y rendre,
et disposés à en profiter. Exécration à jamais
pour les détestables persécuteurs du peuple,
qui lui ont fait ce mal irréparable ! Gos-
ford et ses associés sont leurs confédérés. Pas
un mot d'improbation contre cette énorme ir-
justice, qui pèse, non sur le luxe de quel-
ques officiels trop chèrement rétribués, mais
sur un peuple tout entier ; sur l'une des pre-
mières nécessités des classes industrielles.
Au contraire, dans les rapports des Commis-
saires, dans leur gros livre qui bientôt ne se-
ra connu que sous un titre déjà fameux, et
sera appelé le livre des trois imposteurs, l'on
cherche à pallier l'atrocité de cette incondui-
te. Le conseil, dit-on, par la crainte qu'il
ne restât pas assez d'argent pour le paiement
des arrérages, et d'après la considération de
quelques vices actes de la loi, n'a pas con-
cours à ce bill. Cette coupable approba-
tion aura de coupables approbateurs, qui
pour l'excuser prétendront que le gouverneur
par respect pour l'indépendance du conseil,
ne devait pas s'intéresser à y faire adopter
cette mesure. Quelle servile adulation chez
ceux qui, imaginant cette futile et captieuse
plaidoierie, ne réclament pas contre les re-
proches déplacés que s'est permis le même
homme vis-à-vis de la chambre d'assemblée !
Lequel des deux corps donc est constitué
pour être indépendant du gouverneur, et le-
quel pour l'abriter et lui obéir ? Le con-
seil n'est institué que pour être ployé, broyé
et trituré, comme le voudront l'intérêt et la
fantaisie du moment chez le pouvoir, qui l'a
créé, sous la condition implicite de le trouver
toujours obéissant et subordonné à ses fins.
Le conseil doit être guidé par un instinct qui
l'enchaîne à une suite certaine d'actions, qui
doit prévoir et prédire la puissance qui le ti-
ra du néant. Quand donc un gouverneur
aurait dit à ces automates : « Le cœur, si vous
en avez, est chez vous tellement aride qu'il
ne vous dit rien en faveur de la jeunesse en-
tière de ce pays, soit. L'intérêt de vos
maîtres ne permet pas que vous les livriez
aux reproches, à la honte qui, dans le dix-
neuvième siècle, les avilira, si par les aboi-
lements de leurs chiens couchants contre les
écoles, ils paraissent être les fauteurs d'une
ignorance plus crasse que celle du neuvième

ruitante, sa-
 teurs de ceux
 er les écoles à
 à s'y rendre,
 ration à jamais
 ure du peuple,
 able ! Gos-
 confédérés. Pas
 te énorme ir-
 uxe de quel-
 étribues, mais
 une des pre-
 industrielles.
 des Commis-
 sionnés ne se-
 à fameux, et
 posteurs, l'on
 ette incondui-
 crainte qu'il
 ar le paiement
 nsidération de
 n'a pas con-
 table approba-
 obateurs, qui
 le gouverneur
 du conseil,
 faire adopter
 dulation chez
 e et captieuse
 contre les re-
 mis le même
 d'assemblée !
 est constitué
 rneur, et le-
 ? Le con-
 ployé, broyé
 intérêt et la
 voir, qui l'a
 de le trouver
 é à ses fins.
 instinct qui
 actions, que
 ce qui le ti-
 gouverneur
 cœur, si vous
 aride qu'il
 une case en-
 rêt de vos
 les livres
 ans le dix-
 r les aboi-
 contre les
 eurs d'une
 neuvième

cle, d'une ignorance égale à celle de la
 upart d'entre vous." Cet avis, n'eût été
 une caressante gronderie, moins humiliant-
 pour eux que les tortures qui leur ont
 quelquefois arraché quelque lois favorable
 pays, telle que celle d'une appropriation
 anuelle sous sir Francis Burton, malgré leur
 us antérieurs, ou quelque contradiction
 on tangible dans les vingt quatre heures, tel-
 que la taxe sur les émigrés, rejetée un
 ur comme inconstitutionnelle et adoptée le
 ndemain comme voulue par les ministres !
 Combien il faudrait n'avoir pas le cœur ca-
 dien, quelque nom que l'on portât, pour se
 re le parasite et le suisse du château char-
 par sa consigne de le défendre à tort et à
 travers, envers et contre tous, tant qu'il sera
 passagèrement occupé par lord Gosford, pour
 escu-er son mutisme à l'occasion du bill des
 écoles ; pour avoir lu son apologie du con-
 seil sur ce sujet, et ne pas admettre depuis ce
 temps au moins, pour ne pas proclamer hau-
 tement, que chaque journée du séjour pro-
 longé de cet homme dans le pays, est une
 insulte et un cruel fléau dont nous ne pou-
 vons demander notre délivrance avec trop
 ardeur. Que d'autres le flattent menson-
 gèrement, comme il les aime et les abreuve
 traitreusement, pour les avilir, vous ne lui
 pardonnerez jamais, en songeant qu'il y a
 des centaines d'enfants organisés par la pre-
 sidence pour le dépasser en talents et en
 connaissances, que sa froide indifférence, ou
 ses distractions des affaires, ou son abandon
 au plaisir, auront privé des bienfaits de l'ins-
 truction, parcequ'il n'a pas su, ou n'a pas
 voulu faire un pas, ni dire un mot, pour que le
 conseil donnât votre argent, non le sien, au
 soutien de vos écoles. Le bill des jurés, celui
 de l'incorporation des villes, la complétion du
 canal de Chambly, en faveur duquel il n'a
 pas voulu se donner la peine d'écrire un
 message de pure forme, de peur de laisser
 sortir de la caisse quelque parcelle de votre
 revenu, qu'il était décidé à faire enlever par
 le parlement anglais, et une foule d'autres
 bonnes lois établies sous de mauvais gouver-
 nements, ont été rejetées sous celui-ci, sans
 qu'il ait fait le moindre effort pour les con-
 server, ni exprimé le moindre regret de les
 voir perdues.

Quant aux humiliations qu'il a dévorées,
 faut-il rappeler les bravades et les défis que
 lui ont portés les carabiniers ; la quiétude

philo ophique avec laquelle il peut tous les
 jours lire et relire la liste des trois cents en-
 rôlés de cette folle et coupable association,
 liste qu'ils lui ont fournie, pour le livrer à la
 risée puisqu'il n'a rien fait contre aucun
 d'eux, pas même contre ceux qui, portant des
 commissions d'officiers de paix, étaient si bien
 préparés à la guerre ? la moquerie authenti-
 que avec laquelle la magistrature l'a informé
 qu'elle mettait à néant sa proclamation, vu
 qu'il n'y avait plus de carabiniers, mais une
 bien simple et innocente légion britannique ;
 le petit mouvement d'amour propre qu'il res-
 sentit pendant un petit moment, quand il a
 souhaité avoir les noms des magistrats, qui
 assistaient à cette solennelle délibération,
 pour, avec la plus dévote mansuétude, les
 réintégrer quelques jours plus tard sur une
 nouvelle commission de la paix, et prouver
 que pour eux, il aurait toujours dans le cœur
 le pardon des injures, et du sang innocent
 qu'ils ont tyranniquement fait répandre.
 Faut-il rappeler qu'après avoir eu l'appui
 d'une partie nombreuse des membres de la
 chambre, qui ont cru à la sincérité de ses
 promesses de réforme, qui dans l'attente
 qu'il avait fait naître, et qu'il n'a pas réalisée,
 de le voir améliorer le personnel des deux
 conseils, séparer les emplois accumulés, pu-
 nir les fonctionnaires délinquants, avant de
 rencontrer de nouveau le parlement provin-
 cial, avaient été disposés à l'appuyer en at-
 tendant les réformes constitutives, qu'ils ont
 promis à leurs électeurs de demander et
 qu'ils ne sont pas, j'espère, disposés à aban-
 donner, comme le dit, mensongèrement sans
 doute, l'intrigant Gipps, il a perdu en sep-
 tembre dernier cet appui ? Faut-il rappeler
 qu'il est aiguillonné, par un homme assez peu
 clairvoyant pour l'avoir engagé à réunir le
 parlement à cette époque, quand d'après ses
 instructions, il était libre de ne pas le réunir,
 s'il ne devait attendre aucun succès de cette
 démarche, en lui assurant que la minorité
 était devenue majorité, et que bien d'autres
 seraient prêts à girouetter tout comme lui,
 puisqu'il avait bien pu guérir de la démago-
 gie la plus exaltée pour passer au servilisme
 le plus sincère, et qu'il n'y avait pas à douter
 qu'il aurait une session et de l'argent ? Un
 aveugle conduisait un aveugle ; ils sont tombés
 dans le fossé ; il n'a eu ni session, ni argent,
 il a ainsi exhibé une nullité d'influence qui
 dépasse celle d'aucun de ses prédécesseurs ?

Faut-il rappeler qu'il s'est mis hors d'état d'effectuer lui-même avec quelque chance de succès des changements dans le personnel du conseil législatif, pour lui donner quelque titre à la confiance du peuple ?

S'il avait pu éblouir et séduire par des nominations au moins équivoques, faites avant que ses dénis de justice et de réformes constitutives, son mépris des principes constitutionnels, en sollicitant l'intervention du parlement impérial, pour vous dérober le revenu public, eussent été connus, il aurait eu quelque moyen de faire tomber dans le piège, d'entraîner dans la maison des incurables, quelques citoyens influens. Mais aujourd'hui que les principes politiques de lord Gosford sont promulgués, quiconque y entre à sa nomination, doit bien comprendre qu'il y va pour appuyer ses doctrines. Sans cette publicité il aurait pu dire comme lord Aylmer, si vous croyez que l'élection du conseil législatif soit nécessaire au retour de la paix et du bon gouvernement, entrez y pour donner plus de poids à cette demande, quand elle sera appuyée par les deux chambres; toute combinaison politique possible, est préférable à leur désunion continuelle. Il est clair, s'il osait l'avouer, que la combinaison politique qui plairait le mieux à ce whig libéral, à ce politique éclairé et profond, serait celle qui le débarrasserait de la Représentation toute entière et pour toujours, puisqu'il trouve juste de la dépouiller de son contrôle sur le revenu, sans lequel elle est moins que rien, moins que lui, et aurait moins d'influence sur lui, sur ses successeurs, et sur les employés publics, qu'il n'en a eu l'automne dernier sur les déclarations de l'Assemblée. Il n'ignore pas que tout ce qu'il y a d'hommes influens et avec des intérêts permanens dans le pays, ont signé des requêtes, insistant sur l'indispensable nécessité de rendre le conseil électif. Il ne peut donc nommer personne de la majorité, qui ne consente, pour entrer dans un corps déjà nullifié par la déconsidération et la défaveur qu'il s'est justement attirées, à faire abjuration entre ses mains, des engagements qu'il avait pris pour le pays et avec le pays. Dès lors il troquera toute son influence pour la livrée du conseil. Il faut donc qu'il se rabatte à faire ses choix dans la minorité constitu-

tionnelle; ou dans quelque autre minorité obscure, d'hommes qu'il tirera de la tour politique dans laquelle ils ont toujours dormi loin de la vie publique, pour les installer dans la pairie canadienne, cette contrefaçon de bas alloi, d'une autre pairie qui elle-même ne vaut que peu. Qu'il en convienne, son administration est finie, son tour est passé, un autre gouverneur est devenu nécessaire pour passer aussi vite que lui, s'il veut étayer le système vermoulu; pour se faire une belle et grande réputation, s'il veut le reconstruire à neuf, tel que les vœux, les besoins, la localité des colonies continentales voisines des Etats-Unis, le demandent; tel qu'il puisse soutenir une comparaison favorable avec la structure de gouvernement la plus parfaite, que le génie et la vertu aient encore élevée pour le bonheur de l'homme en société. Le système colonial européen doit être refait et refondu; ou la misère, la paralysie de l'esprit et de l'industrie, les haines et les dissensions en sont le résultat si naturel et si constant, que toutes les colonies ont les motifs les plus urgents d'avancer l'heure de leur séparation. Qui dit colonie, dit pillage et insolence chez les gouvernans, abaissement et pénurie chez les gouvernés. Les Etats-Unis ne peuvent avoir de colonies. Leur constitution pourvoit d'avance à ce qu'un territoire dès qu'il a 60,000 habitans puisse se constituer en un état libre et indépendant. Il devient le maître et l'arbitre absolu de son sort. Il n'a pas à craindre la nomination d'officiers, qui y seraient envoyés passagèrement, pour s'enrichir au galop, et aller digérer d'énormes richesses mal acquises à mille lieues de distance; pour solliciter du gouvernement général, qu'il intervienne et donne à des monopoleurs étrangers les terres de l'état à un tiers du prix auquel il les vendra aux citoyens résidens; pour qu'il dépouille la législature locale du droit de régler toutes ses dépenses locales quand et comme elle l'entendra; pour qu'il altère et refasse les lois et coutumes locales sans y rien comprendre, et porte l'insécurité dans la jouissance des propriétés et l'incertitude dans l'administration de la justice.

Pour faire la paix, déclarer la guerre, et régler le commerce, le gouvernement gé-

éral, for
articulie
art ces u
es plus c
Etats de
uisant
l'établir d
out avoie
urs, la p
été à la
as mêm
origine
ilèges ap
section m
immense
xtravagan
ébitur d
ernomen
provinces
ccessant
e sont é
le celui q
eur popu
Etats et
ndépend
ement g
afinimen
l'ensembl
qu'elles
l'en aura
ussent de
ervitude
i bien r
nies des
e toutes
l'Etats n
ntier,
confédér
plus
nent un
ensembl
un éta
réer un
éplacée
peuvent
en ne le
ui que c
parquée
et de la
ociation
Cette
ans le
et-ce à
udier l'

autre minorité sera de la sorte ont toujours, pour les insulaires, cette contre-paire qui, Qu'il en soit ou non, est finie, son gouvernement est aussi vite un système véritable et grande destruction à neulx, la localité voisine des quel qu'il puisse favorable avec la plus parfaite aient encore l'homme en son européen doit la misère, la l'industrie, les ont le résultat toutes les crises urgents d'arrangement. Qui tolérance chez l'absence et pénurie Etats-Unis ne Levr constitue qu'un terrain dans puisse se indépendant. l'ère absolu de dre la nomination envoyés pas- au galop, et sses mal accence ; pour sol- éral, qu'il in- poleurs étran- tiers du prix ens résidens ; l'écriture locale dépenses lo- l'entendra ; s lois et cou- mprendre, et l'ouissance des ns l'adminis- r la guerre, et ernement gé-

cial, formé de délégations de chaque État particulier, décide souverainement. A part ces attributions restreintes, il n'a guère plus d'autorité sur le plus faible des États de l'Union, qu'il n'en a sur le plus puissant empire étranger. Quiconque vient s'établir dans une des souverainetés, ne peut avoir, pour la raison qu'il vient d'ailleurs, la prétention insultante pour la société à laquelle il vient s'aggréger, de dire, sans même d'imaginer, qu'une différence d'origine lui puisse donner droit à des privilèges spéciaux ; qu'il faut pour sa protection modifier les institutions que veut l'immense majorité native ; et mille autres extravagances que tous les Européens vont habiter dans toutes les colonies. Ce gouvernement est si bien réglé que les treize provinces toutes désunies et en querelles incessantes, quand elles étaient anglaises, se sont étendues sur un territoire quadruple de celui qu'elles occupaient ; ont quintuplé leur population, doublé le nombre de leurs États et formé vingt six souverainetés indépendantes groupées autour du gouvernement général, et qui se gouvernent avec un finement plus de facilité, d'harmonie, d'ensemble, de puissance, de prospérité, qu'elles n'en ont jamais connus, qu'elles n'en auraient jamais pu connaître, si elles n'avaient demeurées dans la dépendance et la servitude coloniale. Ce gouvernement est si bien réglé par les limites connues et délimitées des attributions distinctes et séparées de toutes les autorités, qu'un égal nombre d'États nouveaux additionnels, un contingent entier, pourraient s'y adjoindre et s'y confédérer, sans qu'il en résultât le plus léger trouble dans le mouvement uniforme et le progrès continu de l'ensemble. Des accessions successives d'un État, puis d'un autre, n'y peuvent créer un hors d'œuvre, n'y glisser une pièce déplacée qui vienne heurter celles qui se meuvent dans une orbite régulière, dont on ne les peut faire sortir. La place de celui que ce soit qui voudra s'y réunir, est marquée d'avance : c'est celle de l'égalité et de la fraternité, avec les plus libres associations qu'il y ait au monde. (applaudis.) Cette union est séduisante, et la nôtre dans le moment actuel est humiliante. Est-ce à dire que de suite nous devons répudier l'une, pour épouser l'autre ? Dou-

cement ! Si cet arrangement était le seul qui pût rétablir la paix du ménage, oui, il y faudrait avoir recours. S'il est bien clair et bien établi, que la détermination de lord Russell est un plan fixe et arrêté auquel il donnera suite à l'avenir, à moins que nous ne nous soumettions à toutes ses exigences ; que les colonies sont conservées, non dans l'intérêt rétrogrades des peuples, mais dans celui du patronage et de la corruption ministérielle, l'histoire des anciennes plantations recommencera avec le même résultat inévitable. Les ministres whigs de Guillaume quatre ne le veulent pas plus, ce résultat, mais ne le préparent pas moins, que les ministres tories de George trois s'ils veulent faire revivre les prétentions tyranniques, que les immortels auteurs de la déclaration d'indépendance ont suffisamment réfutées, et que l'épée de Washington semblait avoir tuées et détruites, avec des circonstances assez humiliantes à l'orgueil aristocratique du parlement anglais pour laisser aux colons l'espoir qu'il n'entreprendrait jamais de les ressusciter. Il a dit qu'il ne taxerait jamais les colonies, en vue d'y créer un revenu ; qu'il n'entreprendrait jamais d'approprier leur revenu. Lord Gosford et lord Russell l'ont invité à mentir, à fausser ses promesses, et ils ont trouvé des hommes disposés à mentir, à forfaire à l'honneur. Il est vrai qu'ils leur ont assuré que la même détermination, si elle était emportée par une grande majorité, nous paraîtrait très sage ; que si elle n'était emportée que par une faible majorité, elle nous paraîtrait très folle. Il est toujours facile à un ministère noble appelé whig, d'avoir un point de rapprochement avec une opposition noble appelée tory. Il ne s'agit entre eux que d'un peu plus ou d'un peu moins d'art, dans le choix des moyens les plus propres à restreindre dans les bornes les plus étroites, les prétentions des peuples à participer à l'exercice du pouvoir. Celui des Canadas, auront-ils dit, dépasse les bornes dans lesquelles vous et nous voulons le renfermer. Passez nous une injustice contre lui, nous vous en passerons une contre quelque autre colonie. Cela fortifie toujours les bons principes de suprématie du parlement impérial, en faveur des amis que vous et nous y enverrons alternativement pour en faire l'exploitation. D'ail-

leurs, il n'y a aucun risque. Nos commissaires nous assurent que nous pouvons tout oser contre ces étrangers que nous n'avons jamais bien gouvernés, qui en conséquence ne peuvent nous estimer, mais qui, malgré cela, haïssent plus les Américains que nous, et par cette antipathie souffriront tout de notre part. Je n'en doute nullement, l'on s'aveugle en Angleterre par la folle supposition, que nous avons les plus violents préjugés contre nos plus proches voisins, et cette erreur est la cause principale du dédain avec lequel on s'hardit à nous maltraiter de plus en plus violemment. Le gouvernement américain est le moins dispendieux qu'il soit possible de concevoir, et celui qui est le plus propre de tous à exciter l'émulation la plus avantageuse à l'état. Toutes les charges étant électives, elles y sont exercées par l'aristocratie nature le, celle que la Providence donne aux sociétés pour leur bonheur, l'aristocratie des vertus et des talents, tandis qu'en Europe et ici elles sont exercées par les aristocraties contre nature de la naissance, de l'argent, de la bassesse intrigante, que l'enfer ou la folie ont données aux sociétés pour leur opprobre et leur malheur. Le gouvernement anglais, après nous avoir refusé les améliorations que nous avons sollicitées, conserve-t-il les mêmes titres que s'il nous les avait concédées, à cet appui que nous lui avons prodigué, quand le pays a été envahi par nos voisins ? L'on nous disait alors, que nos lois propres et particulières étaient placées sous la sauvegarde de l'honneur et de la puissance britannique et que toutes les libertés et franchises du sujet né dans la métropole étaient notre commun héritage. Aujourd'hui nos lois sont renversées, nous sommes des étrangers dans le pays de notre naissance, et ceux qui viennent d'outre mer prétendent à des arrangements politiques qui doivent les protéger contre de mauvais frères. Tout l'art des commissaires n'a qu'un but, celui de perpétuer cette séparation des races, en la mentionnant avec affectation, en vingt occasions où il n'y avait pas lieu de le faire ; en laissant percer leur partiales prédilections pour leurs co-sujets Européens, et leurs étroites antipathies contre leurs co-sujets Canadiens. Rien dans la conduite de la chambre ne justifiait l'appréhension

fautive, qu'elle ne fut portée à abuser du pouvoir pour vexer la minorité. Cette malice et fausse imputation, à laquelle ils ont donné tant de poids, se réfute assez d'elle-même par le seul fait que la chambre, qui a naturalisé tous les étrangers qui viennent s'établir en Canada, prouve assez par cet acte de libéralité, qu'elle est incapable d'adopter la notion contradictoire de vouloir mettre obstacle à l'établissement naturel et de plein droit de co-sujets. Quiconque vient pour partager notre sort, et comme un égal, est un ami qui sera bienvenu, n'importe quel est le lieu de sa naissance ; quiconque vient arrogamment décider à son gré de notre sort et de nos intérêts, et avec des prétentions affichées de supériorité, est un ennemi qui sera mal venu, n'importe quel est le lieu de sa naissance. Tout ce système de calomnie contre nous n'est inventé que dans l'intérêt des employés publics, du système vicieux qui les enrichit si fort, et appauvrit si fort la province ; qui est si favorable à leur irresponsabilité, et si nuisible à l'action libre, et impassible des lois. Enfin lorsqu'on voit le ministre porter en leur faveur des attaques si rudes aux principes les plus certains du droit public lorsqu'en les payant, il les affranchit de toute surveillance, de tout contrôle de la part des représentans du peuple, une foule de partisans détrompés n'abandonneront-ils pas un gouvernement qui organise l'arbitraire et le despotisme ? Il me suffit des résolutions adoptées par une aussi grande majorité de la chambre des communes asservie à la volonté du ministre, pour dire que jamais ce gouvernement, à moins que les radicaux ne parviennent au pouvoir, ne voudra rendre justice au Canada ; que désormais le Canada ne doit plus s'abaisser à la lui demander, mais qu'il doit se préparer à se l'assurer. Mais, dira-t-on, la plus odieuse de ces résolutions, celle qui tend à vous enlever votre argent, n'est pas encore passée, ne faut-il pas attendre ? Qu'elle passe ou ne passe pas, nos démarches doivent être les mêmes. Les gouvernemens, celui de la marâtre, et celui de la colonie, l'ont proposée, l'ont voulue. Vous ne leur donnerez jamais votre confiance. Le tort est complet, il est consommé, en autant qu'il a dépendu d'eux. Ils pourront être arrêtés, je ne l'espère

ne m
ir recule
eront pa
is les A
mpathies
Dans le
plus dis
vés, ave
ence, q
d'inc
Croce pe
raient co
s propre
pe, sur
il y a d
après
lande i
que l'In
se et i
a aussi s
te, arro
du Canada
sistent
mmes r
ous le p
ec plus
employe
our font
is recou
la plus
ens, de
ent le p
e, à l'a
Canada
stres ; C
er votre
anadiens
ous résis
ans leur
Washington
ous cha
ous ave
ennes c
semblé
it écho
argiques
ministres
our vos
vertisser
e notre
ar la vic
la peu
ire que
ons rép
Ce n'

de à abuser du... Cette ma... laquelle ils ont... assez d'elle... chambre, que... gers qui vien... prouve as... elle est inca... contradictoire de... l'établissement de co-sujets... ger notre sort... ni qui sera bien... qu'il y a dans leur politique, qui à la fin... après des siècles d'oppression contre... l'Irlande infortunée, devient libérale, par... que l'Irlande se fait craindre ; qui est si... et si rampante vis-à-vis de la Russie, de calomnie... dans l'inté... le système vi... et appauvrit si... favorable à leur... à l'action li... Enfin lorsqu'on... leur faveur des... les plus cer... les payant, veillance, de... représentans... isaus détrom... un gouverne... et le despo... ions adoptées... é de la cham... la volonté du... is ce gouver... caux ne par... rendre justi... le Canada ne... mander, mais... urer. Mais, vos résolutions, votre argent, t-il pas atten... pas, nos dé... Les gou... et celui de... ont voulu. votre confi... il est con... endu d'eux. ne l'espère

néanmoins. Ils se sont trop avancés pour reculer de bonne volonté. Ils ne s'arrêteront pas d'eux-mêmes. Le peuple anglais les épiera et les menace, ses nobles sympathies éclatent en notre faveur.

Dans les communes, l'élite des talents les plus distingués de l'Angleterre se sont levés avec cent fois, mille fois, plus d'éloquence, que je ne le puis faire, en exprimant d'indignation la plus amère contre la persécution que les ministres préparent contre nous ; en dénonciations les plus propres à les avilir aux yeux de l'Europe, sur l'inconséquente contradiction qu'il y a dans leur politique, qui à la fin après des siècles d'oppression contre l'Irlande infortunée, devient libérale, par ce que l'Irlande se fait craindre ; qui est si basse et si rampante vis-à-vis de la Russie, de calomnie et de fausseté dans l'intérêt de la France, du système vicieux et appauvrit si visiblement l'Irlande, favorable à leur intérêt, à l'action libérale. Enfin lorsqu'on leur a fait leur faveur des plus certains, les plus payant, la surveillance, de la part des représentans, les isaus détrompés, un gouverneur, et le despotisme des ions adoptées, le dé de la chambre, la volonté du peuple, is ce gouvernement, caux ne parlent, rendre justice, le Canada ne nous mander, mais nous urer. Mais, vos résolutions, votre argent, t-il pas attendre, pas, nos décrets. Les gouverneurs, et celui de nous ont voulu. votre confiance, il est connu, endu d'eux. ne l'espère

Ce n'est pas la peur : si la nécessité y

était, la force du pays, dans son éloignement de l'Angleterre et sa proximité des Etats-Unis, pourrait effectuer cet objet :— Ce n'est pas le scrupule ; quiconque est familiarisé avec la connaissance de l'histoire de la juste et glorieuse révolution des Etats-Unis, voit un concert si unanime des hommes les plus éclairés et les plus vertueux de tous les pays du monde ; qui applaudissent à la résistance héroïque et morale, qu'opposèrent les Américains à l'usurpation du parlement britannique, qui voulut les dépouiller, et approprier leur revenu, comme il prétend aujourd'hui faire du nôtre ; que se serait pour ainsi dire s'associer aux réputations les plus grandes et les plus pures des temps modernes, que de marcher avec succès dans la voie qu'ont tracée les patriotes de 74. La situation des deux pays est différente ; et nos amis d'Angleterre ne la comprennent pas, quand ils nous étoient dignes de blâme, et une race inférieure, si nous ne résistons pas de suite. Je connais un peu moi-même ce pays, pour avoir étudié son histoire, pour avoir été par les circonstances, jeté depuis trente ans de la manière la plus active dans les embarras de la vie publique, décidé à y faire inflexiblement mon devoir tant que j'y serais engagé, indifférent quant à moi à y demeurer, ou plutôt désireux d'en sortir, si le triomphe des droits du peuple m'en donnait l'occasion favorable. Pendant ce long espace de temps, j'ai vu vos représentans sans cesse et sans relâche, assaillis tour à tour par les violences, les calomnies, les caresses et les artifices de l'exécutif, et de la presse vénale qu'il a soudoyés quelquefois directement, toujours par des préférences pour les impressions, souvent par les largesses de ceux à qui il a donné ou promis du gain ou des honneurs, sortir de chaque lutte victorieux, de chaque élection générale de plus en plus épurés et dévoués aux intérêts populaires. L'opinion publique s'est formée. Plus vous les avez vu maltraités, plus vous vous êtes montrés affectionnés et empressés à les prendre sous votre protection. Quiconque s'est détaché de la majorité de la chambre a fini par épouser les passions et les intérêts d'employés dont il avait prouvé la corruption et pressé le châtiment, il a perdu votre confiance. Le flot démocratique a coulé irrésistiblement

par une pente qui, devenant de plus en plus rapide, renversera sans violons efforts, les impuissantes obstacles que l'on peut tenter de lui opposer. Dans ces circonstances, faut-il abattre, ou n'est-il pas mieux d'user, un mauvais gouvernement, par la résistance constitutionnelle que l'on peut, que l'on doit, lui faire éprouver en parlement ? Certains du succès des futures élections dans un avenir de plusieurs années, faut-il meurtrir l'arbre violemment le premier jour d'automne, avec des pierres et des bâtons, quand tout indique que les fruits tomberont au second jour ? Ceux qui commettent un vol qui justifierait en principe des mesures extrêmes, ont perdu en Canada toute influence morale. Vous avez vu avec quelle facilité vos représentans ont biffé les insolentes menaces de Stanley. Il est vrai qu'il s'en rappelle, qu'il exhale sa rage et ses projets de vengeance ; mais sa rage et ses projets sont impuissans, quand il n'est pas saisi du pouvoir, et ses trahisons à tous les partis, l'en ont probablement exclu pour longtemps. Néanmoins, si lui, ou ceux à qui il peut inspirer ses préjugés et ses fureurs, redoublent d'effort contre nous, nous devons nous préparer pour être en mesure de les rencontrer, partout où ils voudront aller. S'ils marchent dans la voie de l'illégalité et de l'injustice, marchons d'un pas égal ou plus rapide dans celle de la résistance. Ils ont dans leur voie fait un pas, nous en ferons deux aujourd'hui dans la nôtre. Ils suffiront pour le moment ; ils nous en faciliteront d'autres pour la suite, s'ils devenaient nécessaires. (applaudissemens)

Il faut que le pécheur soit puni par où il a péché. Le gouvernement des nobles de l'Angleterre vous hait pour toujours ; il faut le payer de retour. Il vous hait parce qu'il aime le despotisme, et que vous aimez la liberté ; parce que vous avez cessé de lui envoyer de loyales adresses, et les avez remplacés par des remontrances et des protestations contre l'inconduite de ses employés au milieu de vous. Mais tout ce qui excite contre nous les persécutions du gouvernement, est ce qui excite les sympathies du peuple anglais, exprimées pour nous jusqu'à l'enthousiasme.

Nous étions faibles, parce qu'au milieu de nous, il y avait une portion nombreuse de nos concitoyens, qui avait le tort de

croire que le gouvernement de la métropole était plus éclairé, était à notre égarement moins malveillant, était plus porté à la justice que celui de la colonie. Les voilà maintenant détrompés. L'un et l'autre subordonnent toute autre considération à celle de la solitude pour leurs employés. Dans le temps où vous attendiez des réformes, l'administration actuelle appelle à la magistrature des hommes qui l'ont avilie, qui l'ont déshonorée, qui l'ont effrayée par l'appui qu'ils ont prêté à ces carabiniers, qui, s'ils avaient pu un jour faire du mal dans la ville, auraient été châtiés le lendemain par les campagnes ; elle y appelle des hommes, dont les mains encore rougies par l'effusion du sang innocent, n'ont pas été lavées par l'acquiescement d'un petit juré, et qui ont vu toutes les autorités civiles et judiciaires combinées pour les soustraire au procès sérieux qu'ils devaient subir. Elle renvoie siéger sur le tribunal un juge que l'ivresse en avait fait tomber. Elle soustrait au procès criminels qu'il devraient subir, des fonctionnaires prévaricateurs, qu'elle a convaincus de dilapidation, qu'elle a l'air de ne déplacer qu'à regret, en suspendant en leur faveur le cours de la loi. Et comment oserait-elle en effet punir sévèrement un crime qu'elle s'est permis sous un autre forme. Dans le pays, elle est la continuation de celles contre lesquelles vos plaintes ont été unanimes ; auprès des ministres, ses pernicieux conseils ont été plus désastreux. Elle ne peut donc demander votre confiance et votre argent, qu'après qu'elle aura obtenu, que vous exprimiez votre repentir des protestations, que vous avez signées depuis dix ans, et des élections libérales que vous avez faites ; qu'après que vous lui aurez dit, que vous êtes disposés à biffer vos signatures, à changer vos représentans, fidèles au mandat que vous leur avez donné. Je crois pouvoir lui dire, au nom des neuf dixièmes des électeurs, qu'elle vienne donc, si elle l'ose, faire ces extravagantes propositions. (applaud.)

Vous connaissez le mal que l'on veut vous faire, et ses coupables auteurs, délibérons sur les moyens de porter remède au mal, et d'en punir les auteurs. Vos oppresseurs vous refusent insolemment les réformes auxquelles vous avez droit. Combinons nous de plus en plus fortement pour les harceler et les contraindre dans tous leurs projets. Ils se croient la mission de vexer la majorité sous le prétexte men-

de protéger la minorité ; qu'ils continuent
 système inconstitutionnel de gouvernement
 la minorité. Ceux de leurs fauteurs qui ne
 pas acheter, sont à la veille de voir, qu'il
 pas d'autre motif de persister dans cette
 absurdité, que la seule considération de leurs
 colimens et qu'ils sont incapables de tout
 sentiment plus relevé. L'or est le dieu qu'ils
 adorent, tuons leur dieu, nous les convertirons
 en meilleur culte. Les réformes que nous
 proposons diminueront les dépenses du gou-
 vernement de vingt mille louis par an, voilà
 une objection réelle des ministres à consentir à nos
 réformes. S'ils privent leurs amis ici de ce
 revenu, cinquante colonies et possessions di-
 verses demanderont les mêmes réformes.
 chacune d'elles séparément n'offrirait pas une
 grande diminution aux moyens de l'influence,
 et à dire, de la corruption ministérielle,
 et les réformes étendues à toutes, restitueraient
 aux peuples des millions que la noblesse
 leur dérobe. Puisqu'ils ne veulent pas d'une
 constitution volontaire, qu'ils la fassent forcée.
 l'avidité qui les rend insolens et coupa-
 ble ; la pauvreté les convertira à la modestie.
 nous pouvons bien vite leur arracher au-delà
 de vingt mille louis qu'ils reçoivent de trop ;
 quand les ministres verront que nous avons
 pris la substance, ils cesseront de nous persé-
 cuter pour l'ombre. Il faut que nous fassions
 bien à nous-même et à nos amis, et du mal
 à nos ennemis. Je serais loin d'invoquer la
 loi maxime dans la vie privée : là il faut
 donner à son ennemi, et rendre le bien pour
 mal. Mais un peuple doit repousser la per-
 sécution à tout prix, à tout risque et la rendre
 coûte à ceux qui se la permettent. (*Applaud.*)
 Le revenu que l'on veut nous voler, se com-
 pose de trois tiers, des taxes que nous payons
 chaque fois que nous buvons un verre
 de vin, ou de liqueurs spiritueuses, et une tasse
 de thé au sucre. Nos consommations en objet
 ne sont nullement de nécessité, sont plus
 que celles que nous faisons en fer pour
 bâtir, défricher et cultiver nos terres, en
 et en étoffes pour nous chauffer et nous
 vêtir. Une année portant l'autre, il n'est pas
 assez de bled du pays pour payer ce qui a
 été importé de vins et de spiritueux. Il suffit
 de cette erreur pour nous appauvrir, et enrichir
 nos ennemis. Pour réformer efficacement ce
 système funeste, nous n'avons pas besoin de
 la loi des Messieurs. Ils sont trop souvent des
 sensualistes qui tiennent plus à leur vin et à
 leur luxe qu'aux intérêts de la patrie. Dans
 les pays c'est la masse du peuple, ce sont les
 classes moyennes et les classes pauvres qui
 paient le revenu, ce sont les classes supé-
 rieures qui le dévorent. Ce ne sont nullement
 quinze à vingt piastres de taxes que paient
 très petit nombre de familles riches, de
 l'industrie, de leur crédit, ou de leurs vols,

qui grossissent le revenu, ce sont une, deux,
 ou trois piastres, que payaient volontiers cent
 mille chefs de famille, quand leurs Représen-
 tans en pouvaient régler l'emploi pour soutenir
 des écoles et améliorer le pays, qu'ils cesseraient
 bientôt de payer, quand on les insulte, quand
 on les vole. De la prétention du parlement
 anglais à vous arracher £140,000 sans votre
 consentement, découlera bien vite celle de vous
 arracher quoique ce soit que la cupidité des
 gouverneurs les portera à demander. Si vous
 admettez que cette intervention puisse être
 tolérée pour le vol de la plus petite partie de
 votre propriété, vous admettez que vous la
 souffrirez pour le vol de quelque portion que
 ce soit que voudra vous ravir un parlement, qui
 avait juré sa foi et son honneur de ne le pas
 faire. Et puisqu'il est disposé à devenir parjure
 quand le ministre l'exige, quel espoir nous res-
 terait-il, qu'il s'arrêtât à quelque excès que le
 vouldût pousser la même autorité ? Il vous a
 donné l'acte déclaratoire de 1778, par lequel il
 s'est engagé à ne pas approprier votre revenu.
 Par respect pour ce principe, il vous a donné il
 y a six ans l'acte de la première Guillaume qua-
 tre. Mais lord Gosford et lord Russell veulent
 qu'il s'abaisse à se contredire en le révoquant
 de fait dans les vœux de lord Russell, et ex-
 pressément par une loi dans les vœux plus ou-
 trés et plus tyranniques de lord Gosford. Ils
 oublient quelle profonde stérilité avait été
 imprimée au front des ministres de George trois,
 lorsque l'acte déclaratoire de 78 fut passé. La
 plus belle et la plus forte armée que l'Europe
 eut encore vue sur l'Amérique, venait de
 mettre bas les armes devant de simples milices
 américaines, sans organisation, sans discipline,
 devant de bons cultivateurs, comme il y en a
 encore, qui savaient aimer leur pays et tirer
 aux tourtes, qui n'étaient forts que de la justice
 de leur cause, mais qui ignoraient les premiers
 élémens de toute tactique militaire. Cette for-
 midable armée anglaise était commandée par
 le général Bourgoyne, membre de la chambre
 des communes, qui après avoir aidé aux mi-
 nistres, par son suffrage et ses discours, à pré-
 parer l'oppression des Américains, prêtait son
 bras et son épée par la compléter, et pour les
 écraser facilement, disait-il. Rien de plus in-
 insolent et de plus sanguinaire que la procla-
 mation qu'il jetait dans le public au moment
 de son entrée dans le territoire ennemi, en ne
 donnant qu'un court délai à ses habitans, pour
 venir mettre bas les armes devant lui, solliciter
 le pardon de leur rébellion, ou tomber sous
 les forces irrésistibles qu'il commandait, ou sous
 la hache et les tortures des sauvages ses alliés,
 trop nombreux, ajoutait-il, pour qu'il put res-
 treindre leur fureur. Après toute cette jac-
 tance, lui-même après avoir perdu la moitié de
 son armée, mettait bas les armes devant ceux
 qu'il avait menacés avec une si brutale férocité

avant que fussent terminés les délais qu'il avait accordés à leur repentir. Ce fut un jour de joie pour les peuples, un jour d'effroi pour leurs tyrans, qui dans leur consternation passèrent le statut de 1778. Ceux qui en demandent la violation redoublent l'humiliation de l'Angleterre, en l'entraînant à reconnaître que ce ne fut par la justice, mais la souffrance, qui lui fit proclamer cette charte des droits coloniaux qu'ils veulent aujourd'hui déchirer (Applaudissemens.)

Est-il donc si pénible de se priver de quelques jouissances de luxe inutile, de se priver de boire des liqueurs empoisonnées d'une taxe désormais odieuse, puisqu'elle doit avoir l'effet de nous rendre si méprisables, si nous la payons ? Quels conseils nous ont donné ceux de nos amis qui ont si honorablement pris notre défense en parlement ? Ils ont dit aux ministres : les Canadiens sauront vous punir, et se combiner pour appauvrir votre commerce et votre revenu. Ils sauront suivre l'exemple, aussi sage qu'honorable que leur ont donné les Américains. Ces dénonciations sont un conseil basé sur la connaissance qu'ils ont, de l'effet qu'il peut produire sur ce qui les entoure. C'est là marche qu'ont pris les Américains dix ans avant de combattre. Ils ont bien commencé, et ils ont bien fini, dans des circonstances semblables à celles où nous sommes placés. Nous n'en sommes qu'à bien commencer. Nous ne savons pas où s'arrêtera l'Angleterre, nous ne pouvons donc dire encore où s'arrêtera le Canada. (Applaudissemens.)

En mille sept cent soixante-quatre commencèrent les combinaisons contre le commerce de la métropole ; l'encouragement à l'établissement de manufactures domestiques, les habitudes louables du travail et de la fuite du luxe, et dès lors l'augmentation de la fortune publique, le moyen, dix ans plus tard, d'employer tout ce qu'ils avaient gagné, tout ce qu'ils n'avaient pas prodigué sur du vin ou des soirées, qui ne peuvent jamais être une nécessité, sur du canon et de la poudre qui étaient devenus pour eux une nécessité. Nous pouvons espérer, qu'éclairée par cet exemple, la métropole ne nous réduira pas aux mêmes extrémités ; C'est une espérance, non une certitude. Sans aller jusques là, leur exemple d'industrie et d'économie nous est utile pour les temps de calme, il nous est indispensable pour les temps de trouble. Quelque soit l'avenir incertain qui nous est réservé, le tems est venu où leurs premiers bons exemples de non consommation, sont bons à copier. Il faut un dogmatisme et un pédantisme plus que cynique, pour ne voir que du ridicule dans un moyen de légitime défense, que nous recommandent des contemporains infiniment éclairés et dévoués à notre cause, et qui fut si puissant et si efficace dans le temps passé ; qui jeta le ministère dans des mouvements d'oscillation d'avant, poussé par sa con-

voitise du bien d'autrui, d'arrière par l'indignation du peuple anglais, qui ne voulait pas tolérer la moindre perte de ses gains pour maintenir l'orgueil ministériel, ou pour accroître la trop grande influence, et la puissance oppressive de l'aristocratie, et qui enhardirent les colonistes à cette résistance salutaire qui étaient éloignés de prévoir ni de vouloir, quand ils commencèrent leur organisation de comité de correspondance et de non consommation.

Il est des hommes qui croient que des protestations et la non consommation sont des moyens insuffisants, et que les circonstances en demandent de plus rigoureux. Ceux là du moins sont bons Anglais, sont bons Canadiens, peut-être meilleurs que nous qui ne sommes pas prêts encore à les suivre, mais ceux qui cherchent à déverser du ridicule sur les moyens proposés comme trop violents ; qui les rejettent sans proposer de meilleurs, je ne puis me défendre de les soupçonner d'avoir par légèreté, par ignorance, par manie de contredire, ou par vanité, dépouillé le capot gris des Canadiens pour endosser la livrée dorée du Château.

Messieurs, je vois ici des citoyens de toutes les paroisses du comté, j'y reconnais les influences solides, durables, méritées qui ont fait toutes les élections. Pesez les raisons que vous donne, pesez celles que d'autres amis prouvés vous donneront à l'appui des résolutions qui vont être lues, et dont ma conversation avec vous n'est que le commentaire. Si vous les trouvez bonnes, si vous les adoptez, je suis sûr qu'elles deviendront à votre recommandation d'après vos exemples et vos explications, la règle de conduite de vos concitoyens. Ce suffit à l'objet que nous devons avoir en vue celui d'obtenir justice, avec le degré d'action qui suffira chaque jour à l'état de nos affaires avec les moyens d'après le nouvel aspect qu'ils pourraient prendre d'accroître ce degré d'action : avec la détermination inflexible et persévérante de finir par avoir justice.

Je crois que nous devons prendre l'engagement de discontinuer l'usage des vins, eaux de vins et de toutes autres liqueurs spiritueuses importées et taxées. L'on trouvera l'avantage public et particulier dans l'abstinence de ces objets. Mais qu'au moins, ceux qui croient trouver de l'utilité dans l'usage des spiritueux, ceux qui veulent en faire usage prennent de ceux qui sont fabriqués dans le pays, plutôt que de ceux qui viennent du dehors. Vous, en particulier, cultivateurs, vous seriez par là très bien. C'est une remarque que font tous les étrangers, que sont les meilleurs cultivateurs parmi vous, qu'il y a une forte portion de terres ensemencées en bled. Cela s'explique, par la circonstance que jusqu'à ces dernières années, les menus grains n'avaient pas un prix assez élevé pour dédommager des frais de culture. Les brasseries et les distille-

es leur
es faire
nouveaux
n les ve
meure
naissance
ains inf
mettait du
naturellen
ment, ou
raison pre
s prépar
mauvaise
profit, là c
excellent
mé en
arte étai
es cultur
erre, don
avaux, c
gence qu
manque,
prouver
la fois.
eureux
rennent
ains dis
celles q
isonnée
ui tuaie
ant par u
irait not
enu sou
propre bie
ceux q
ltime de
Quelque
uire le c
eu, que
d'omphe
otre dégr
erce. L
ouvent l
ure direc
le détrui
agné sur
employé à
rence.
Le con
ux goûts
ets don
ux que
sont a
sur le so
est pour
à de fo
à celles
iations
uses q
archand
roduits C
Ils devi

les leur donneront cette valeur plus élevée. Les faire consommer aux bestiaux et aux hommes serait encore mieux, mais du moins les vendant à un prix plus élevé, près de la demeure des cultivateurs de chaque comté, l'aisance générale sera promue. Lorsque les grains inférieurs n'avaient pas de prix, l'on mettait du bled sur une terre qui n'était paternellement propre à le produire abondamment, ou qui était mal en ordre, parce que la saison pressait trop pour lui bien donner toutes les préparations nécessaires. L'on avait une mauvaise récolte de bled, qui ne laissait pas de profit, là où l'on aurait pu en recueillir une excellente en seigle ou en avoine. Tout étant semé en bled, dans une mauvaise année, la perte était grande pour le pays. La variété des cultures est la meilleure amélioration à la terre, donne une plus longue saison pour les travaux, et pour chaque pièce de terre la sentence qui lui convient le mieux. Si l'une manque, une autre réussit, et l'on ne peut pas prouver autant de gêne que si tout manquait à la fois. Que ceux qui veulent amener cet heureux résultat et faire usage de boissons, prennent au moins les eaux-de-vie de leurs grains distillés, près de chez eux de préférence à celles qui viennent du dehors, qui sont empoisonnées souvent par des drogues nuisibles qui tuaient nos corps, empoisonnées maintenant par une taxe qui tuerait nos libertés, et flétrirait notre honneur. Ils diminueront un revenu souillé par l'usurpation. Ils feront leur propre bien, et le mal des ennemis de leur pays, à ceux qui consentent à recevoir le prix illégitime de leur asservissement. (*Applaud.*)

Quelques-uns vous crieront : mais c'est détruire le commerce. Je réponds en premier lieu, que si le commerce était inséparable du triomphe de nos oppresseurs, inséparable de notre dégradation, il faudrait détruire le commerce. Mais il n'en est rien. Nos efforts peuvent lui donner une nouvelle et une meilleure direction ; ils n'ont aucune tendance ni à le détruire ni à le diminuer. Ce qui sera élargi sur un article inutile ou dangereux sera employé à un meilleur achat, voilà toute la différence.

Le commerçant s'accommodera bien vite aux goûts du chaland. Il n'achètera pas les fets dont vous ne voudrez pas, il achètera ceux que vous rechercherez. Peu de personnes sont assez folles pour entasser des piastres sur le sot plaisir de les voir et de les compter, et pour le plaisir de les employer à de sages et de folles dépenses, à celles qui honorent à celles qui déshonorent. Formez des associations de paroisse, rendez-les les plus nombreuses que vous pourrez ; dites aux divers marchands que vous donnerez la préférence aux produits Canadiens et Américains. Ils deviendront les dépositaires de nos fabri-

ques et de celles de nos voisins au lieu de celles d'outre-mer. Il y aura des différences de prix et de qualité, et selon le goût et les ressources de chacun, les dépôts des marchands seront visités et leur trouble et leur aubaine seront payés et ils vous seconderont : dites aux aubergistes qu'après un court délai, pour qu'ils vendent ce qu'ils avaient avant ce jour de produits taxés, vous n'irez pas chez ceux qui ne vendront pas de préférence les eaux de vie des grains du pays, ils vous seconderont ; il suffira de votre appui donné à une maison, pour que les autres en fassent bientôt tout autant.

Quant aux sucres, la providence se déclare en faveur du pays opprimé, et nous en a donné une abondante récolte, qui aidera à beaucoup de pauvres, et nuira au revenu du mauvais riche, qui veut vivre d'un argent volé. Ce n'est pas par une vaine gloriole que je le dis, la résolution me paraît trop naturelle pour qu'elle ait beaucoup de mérite, j'ai de suite renoncé à l'usage du sucre raffiné, mais taxé, et acheté pour l'usage de ma famille du sucre d'érable. Je me suis procuré du thé venu en contrebande et je sais plusieurs personnes, qui en ont fait autant. J'ai écrit à la campagne pour me procurer des toiles et des lainages fabriqués dans le pays, et j'espère les avoir assez à bonne heure pour me dispenser d'en acheter d'importation. J'ai cessé de mettre du vin sur ma table, et j'ai dit à mes amis : Si vous voulez vous contenter de la poule au pot, d'eau, de bière ou de cidre canadiens, puis de propos bien pleins d'indignation, si par hazard la politique whig ou tory vient en question ; bien pleins de gaieté sur des sujets légers ; les plus variés que nous pourrions trouver sur le temps présent ou passé, surtout ce qui nous passera par la tête, allons, venez, et dinons sans un verre de vin. (*On rit et plusieurs voix s'écrient : c'est bien.*) Aux premiers moments, cet éloignement des usages reçus embarrasse, mais j'ai déjà appris en huit jours qu'il n'y a rien à quoi l'on s'habitue si aisément que de faire à sa tête, quand on a la conviction que l'on fait bien. (*Appl.*)

Multiplier nos troupeaux, pour avoir plus de laines, notre bétail pour le manger, pour bonifier la terre, pour tanner plus de cuirs, et avoir plus d'artisans qui mettront en œuvre des produits plus abondants ; semer plus de lin pour avoir plus de toiles ; et pendant nos longs hivers occuper utilement nos industrieuses et jolies concitoyennes, les entendre gaieusement chanter au métier, et nous aider à affranchir le pays de taxes arbitraires : tout cela se fera bien vite dans toutes les comtés, si ceux qui sont ici présents le veulent. (*Oui, oui.*)

Dans d'autres comtés, d'autres hommes qui nous valent, et qui ne valent pas mieux que nous, en feront autant. Ne nous soucions pas des hommes timides que toute nouveauté effarouche, des égoïstes à qui le plus léger sacri-

Àce paraît impraticable, des hommes frivoles qui ne vivent que pour leurs plaisirs, des hommes vendus au pouvoir, qui ne distinguent jamais entre l'exercice légitime ou illégitime de l'autorité, qui la remercient quand elle leur donne du pied au derrière, qu'elle ait eu la bonté de ne pas le leur donner au ventre. Tous ces hommes, nous ne sommes pas faits pour aller avec eux, ni comme eux. Commençons notre association ; elle sera plus forte au second mois qu'au premier, et ainsi toujours de plus en plus. Nous sommes pris à l'improviste. Nous ne sommes pas aussi prêts à attaquer le revenu, que les intéressés ont été prêts à le ravir. D'honnêtes gens ne s'attendent jamais à tout ce que les méchants exécutent.

Du moment où sont devenus publics les rapports des commissaires, l'on a du sentir que les ministres, après avoir pris une démarche aussi inconsiderée, que celle de nommer une commission, dont la députation était une insulte à la Représentation du pays, seraient enchainés à suivre leurs recommandations les plus insensées pour ne pas s'exposer aux sarcasmes que la bizarrerie de leur choix était si propre à provoquer, si à raison de l'incohérence des idées de leurs commissaires, et de l'aigreur mal déguisée qui existait entre eux, le ministre se permettait un mot de censure à leur égard. Tous les refus de réforme indiqués par le trio ne me surprennent donc pas. La spoliation du revenu public recommandée par des hommes, dont deux sont sans lumières, et dont le troisième, quoi qu'institué, a paru à tous ceux qui l'ont connu comme ayant la tête un peu fêlée, est plus inattendue, et fait que dans ces premiers moments, il est beaucoup d'articles de nécessité, que l'on ne pourra se procurer en contrebande, et qu'il faudra acquérir de l'importation régulière. Mais après quelques semaines les, contrebandiers viendront à nous, nous n'aurons pas besoin d'aller vers eux. Les cotons et les cuirs américains, bruts et ouvrés, les thés, les cafés, les tabacs, et mille objets divers de leurs manufactures, la librairie de France et les toiles d'Allemagne, se trouveront, quand nous leur voudrons donner la préférence, sur les tablettes des marchands, sans avoir payé à l'entrée. Le contrebandier en sait plus que nous : pendant qu'il occupe le douanier à examiner un ballot de prix pour en payer le droit, il trouve toujours moyen d'en faire passer plusieurs derrière son dos, qui ne payent pas de droits. La non-consommation des produits taxés ne peut pas être soudaine et universelle, mais si elle devient systématique, et voulue comme le demandent nos droits, notre honneur et nos intérêts, elle s'étendra graduellement de plus en plus, avec assez de rapidité pour punir et humilier nos persécuteurs.

Vous avez depuis plusieurs années signé des Requêtes au roi, aux lords et aux communes

dans lesquelles rappelant vos services passés pour la défense de la province en temps de guerre vous demandiez sécurité pour vos lois et vos droits en temps de paix. Vous n'avez plus de sécurité, pourquoi que ce soit, lorsque le parlement impérial persiste à vous imposer des lois que vous repoussez non seulement pour des cas, que la chicane peut représenter comme imprévus ; tels que l'acte des tenures, mais aussi pour les cas prévus dans lesquels il avait promis de n'en jamais passer. Tant que ces empiétations flagrantes subsisteront, personnellement j'espère, ne vous demandera de signer des pétitions pour des autorités qui, non seulement ne vous ont pas écoutés, mais qui vont redoubler de leurs injustices. Quand ils auront fait quelque acte de réparation spontané, il sera temps d'examiner si nous devons leur donner cette marque de confiance et de respect, que de leur faire quelque demande. Jusque là il y aurait honte et avilissement à leur présenter requête. Mais il est d'autres autorités à qui nous pouvons avec le plus juste espoir de succès faire de justes demandes, sans crainte de les voir dédaigneusement repoussées. C'est le congrès des Etats Unis. Tous les grains qui sont portés chez eux y sont taxés à leur entrée. Ce n'est pas contre nous en particulier que cette mesure est prise, elle était prise contre toutes les nations indistinctement, en vue d'avoir un très grand revenu pour payer la dette publique qu'ils avaient contractée pour résister deux fois aux violences de l'Angleterre. Cette dette publique est payée et le gouvernement de l'Union est presque le seul des gouvernements indépendants qui jouisse de l'incalculable avantage, de n'avoir pas de dette publique. L'hyver dernier nos frères réformistes du Haut-Canada ont préparé une requête au congrès pour lui demander que les bois, les grains et autres produits du Canada puissent être portés chez eux sans payer de droits, pour obtenir remise des droits, que les produits étrangers ont payés dans leurs ports, lorsqu'ils seront apportés aux nôtres. La première mesure le congrès peut l'effectuer seul. La seconde veut des négociations, qui auront plus de poids venant d'une République, que l'on craint, que de faibles colonies dont on se joue. Cette requête a été présentée et reçue : malheureusement il n'y avait plus que deux ou trois jours de session, elle était trop tard pour qu'il fut possible d'avoir une décision. Néanmoins les lettres de personnes influentes ont appris qu'elles et d'autres membres du gouvernement américain étaient bien disposés à favoriser cette mesure. Maintenant pour envoyer un minot de bled en Angleterre il en coûte 36 à 40 sous. Le marchand qui l'achète est donc obligé de donner à celui qui le fait pousser 36 à 40 sous de moins, parce que les mangéurs sont si loin de nous. Depuis quelques années les villes et les manufactures

si vite
voisins
donc la
rope pou
terait-il
à huit
de droi
frontière
avec
voulons.
à huit
ndrait fa
vail de
agne m
orte dan
es grain
ception
urope, n
avoir
y vend
a requ
te dans
our celle
est pou
iers à l
n'est pas
contre nous
en particulier
cette
ux de l'
justice
eux d'en
les même
mais pour
er des a
ament au
e cultur
à nous
er la cor
illir des
choix de
ter la fa
pondre
s voisins
à nous
ères réfo
tice et l
que les
es de tou
uits ; il
de ce co
présentée
et reçue :
malheureusement
il n'y
avait plus
que deux
ou trois
jours de
session,
elle
était trop
tard pour
qu'il fut
possible
d'avoir
une
décision.
Néanmoins
les lettres
de person
nes
influentes
ont appris
qu'elles
et d'autre
membres
du gouver
nement
américain
étaient
bien
disposés
à favori
ser cette
mesure.
Maintena
nt pour
envoyer
un minot
de bled
en Angle
terre il
en coûte
36 à 40
sous. Le
marchand
qui l'ache
te est don
c obligé
de donner
à celui qui
le fait
pousser
36 à 40
sous de
moins, pa
rce que
les mangé
urs sont
si loin de
nous. De
puis quel
ques années
les villes
et les man
ufactures
sont ser
vies singu
lièrement
ou moins

services passés en temps de guerre pour vos loix. Vous n'avez pas pu empêcher que ce soit, lorsque vous imposez des taxes, à vous imposer seulement pour représenter comme des créatures, mais aussi les éléments il avait profité. Tant que ces taxes seront, personnellement signer des pétitions n'a pas seulement ne vont redoubler, mais qu'il y aura fait quelque chose, il sera tenu de donner cette pétition, que de leur part, il y aurait à présenter requête à la loi nous pourrions le succès faire, mais de la province, est pour une fin si utile, que je serai des premiers à la signer avec plaisir ; aussi fier et fier de l'adresser à une autorité de qui j'espère justice et bienveillance, que je serais fier d'en adresser à ceux de qui je n'attends que les mêmes sentimens. (*Applaudissemens.*) Mais pour faire signe cette requête ; pour encourager les associations qui encouragent l'établissement de l'Union, nous de nous de manufactures de cultures nouvelles, qui engagent les efforts à nous seconder dans nos efforts pour diminuer la consommation des objets taxés ; pour recueillir des renseignemens propres à éclairer le choix des objets dont il serait le plus utile d'interdire la fabrication, ou la contrebande ; pour répondre dans tous les comtés, dans les provinces voisines, en Angleterre, ou ailleurs, par où nous trouverons de la sympathie, avec les réformistes et radicaux, qui veulent la justice et la liberté pour les hommes et qui croient que les institutions électives sont les plus propres à procurer ces inappréciables libertés ; il est nécessaire d'organiser un comité de ce comté qui aura le pouvoir d'ajouter un membre à mesure qu'il deviendra utile de le faire. Une couple de personnes de chaque comté pourrait suffire pour établir dans une commission un comité auxiliaire. Si une semblable organisation s'effectuait dans une grande partie de la province, elle mettrait dans nos efforts une énergie et le concert qui peuvent seuls les rendre efficaces.

Et d'après l'aperçu des plans du ministère d'expliquer par les résolutions de lord Russell, nous proposons les mesures de prévoyance détaillées jusqu'à ce moment. Ces mesures seront suivies d'un bill qui peut les rendre singulièrement, pour les rendre ou au moins méchantes. D'après le caractè-

re de ce bill, il faudra des représailles plus ou moins fortes. Dans tous les cas une réunion nombreuse élue dans les assemblées de comté devrait dans un temps peu éloigné siéger en convention, pour signaler toute l'étendue du mal que serait de nature à produire la nouvelle intervention parlementaire, et indiquer avec poids et autorité le choix des mesures additionnelles les plus propres à en faire manquer le but. Tous les membres de l'assemblée et du conseil, qui auront pris part aux réunions dans lesquelles le peuple se concerta et se combina contre la coercition, qui y donneront leur adhésion, seraient de plein droit membres de la convention. Quelques uns voudraient que ces personnes seules formassent cette assemblée. Dans les circonstances ordinaires et pour l'œuvre de législation qu'elles doivent remplir avec les autres parties co-ordonnées de la législation, elles sont peut-être en assez grand nombre.

Pour des circonstances extraordinaires, quand il s'agit de se charger d'une responsabilité nouvelle de proposer des mesures qui ne peuvent dans les commencemens avoir d'autres sanction que celle de la confiance, ces personnes ne sont peut-être pas assez nombreuses ; elles doivent désirer s'aider des lumières et du patriotisme d'associés que leur donneront les assemblées de comté. D'ailleurs il serait difficile d'espérer de les réunir toutes. Plusieurs qui en chambre soutiendraient avec énergie les droits de la patrie, parce qu'ils ont délégué spécialement de le faire, pourraient s'embarrasser des subtilités de la chicane et hésiter à remplir le même devoir, dans une réunion où ils ne seraient pas convoqués par proclamation. Quelques-uns peuvent avoir cru, que s'adresser au parlement pour qu'il nous facilitât les réformes constitutives que nous avons demandées, était reconnaître la compétence de ce tribunal et le révoquer du droit de prononcer en dernier ressort ; qu'il ne s'agit plus d'examiner si sa décision est juste ou inique, mais qu'il faut s'y soumettre, comme ayant force de chose jugée. L'individu qui aura été souvent en procès, n'aura souvent eu de son avocat que ces tristes paroles pour toute consolation, et il dira qu'il faut supporter le tort fait à son pays par une décision injuste, avec la même résignation qu'il supporte le tort que lui fait la chose mal jugée. — Il ne se réunirait pas à une convention où l'on maintiendrait qu'une nation n'a pas d'autre juge en dernier ressort que Dieu, et qu'elle ne peut déléguer à aucune autorité sur la terre, le droit de la mal juger. De l'absence de la partie des membres dans une telle convention l'exécutif et tout ce qui en dépend intriguerait et arguerait pour prouver que la réunion d'une portion et non du tout rend nulles ses recommandations jusqu'à ce qu'elles soient débattues pour être validées ou infirmées en session régulière. Mais une partie du peuple

(et je crois que la grande majorité ne veut pas se laisser avilir et dépouiller) ne veut pas pour se mettre en mesure de réclamer avec quelque efficacité, attendre le moment choisi par l'exécutif pour réunir le parlement. Elle appellera par des élections spéciales ceux qu'elle trouvera être dans la disposition de prendre de suite des précautions protectrices ; qui seront disposés à s'assembler et à ajourner à telles périodes que le demandera non l'exécutif mais le progrès en Angleterre de l'émipétiation.— Une délégation de quelques unes des personnes ici présentes devrait donc être choisie pour se réunir à cette fin à ceux des représentans et des membres du conseil qui croiront comme vous qu'il faut prochainement délibérer en convention sur la situation nouvelle où nous peut jeter le bill de lord Russell.

Je vous expose quel est à peu près l'ensemble d'une douzaine de résolutions qui vont vous être lues, et les motifs pressants qui me portent à croire qu'elles méritent votre approbation et votre appui cordial. (*Applaudissemens.*)

Les représentans pourront-ils être asservis à ce degré d'humiliation que de voter de l'argent, lorsqu'ils ne le peuvent plus faire librement, lors que la déclaration officielle du gouvernement sera la formule obligée : « messieurs, sa majesté attend de votre libéralité que vous donnerez les subsides ordinaires au soutien de son excellent gouvernement » et qu'il sera sous-entendu, si vous ne le donnez pas, nous l'arracherons.— Se prétera qui voudra à cette simagrée deshonorante pour le comédien qui la prononcerait d'un air de sincérité et d'un ton de gravité, et pour les esclaves tremblans qui le recevraient d'un air de respect. Ce rôle n'est pas celui qui convient à la Représentation du Canada ; ce n'est pas celui que l'on en peut craindre à moins qu'elle ne dégénère bien à l'avenir ; à moins qu'elle n'abjure les engagements qu'elle a si solennellement pris depuis un nombre d'années.— Notre revenu entamé par le parlement britannique, les représentans qui sous le poids de cette usurpation donneraient un sou au gouverneur qui l'a provoquée, deviendraient ses complices et ses instrumens pour établir votre servitude. Il vaudrait bien mieux n'avoir pas du tout de Représentation, que d'en avoir une qui serait à délibérer sur des objets de législation, avec le sentiment qu'elle n'est pas libre de dire oui, ou non, sur chacune des propositions qui peuvent être faites en faveur d'intérêts adverses à ceux de ses constituans. (*Applaudissemens.*)

Ceux qui font le malheur du pays qui ont exercé le pouvoir si abusivement, qu'ils ont porté la conviction dans tous les esprits, que le déplacement de quelques hommes coupables ne serait qu'un insuffisant répit aux souffrances de la société ; qu'il n'y a qu'un changement de système qui puisse créer une responsabilité,

sans laquelle les remplacans seraient perverses et bientôt aussi criminels que les remplacés, ont l'insolence de dire quelquefois aux réformateurs : que n'allez vous ailleurs jurer des institutions que vous trouvez si belles ? C'est parceque nous les trouvons si belles que nous voulons rester au pays pour les lui procurer.— C'est parceque d'anciennes colonies anglaises ont joui du droit d'être leurs gouverneurs, leurs conseillers législatifs et exécutifs, leurs juges, leurs magistrats, leurs officiers de milices, que le peuple a droit à toute cette étendue de privilèges, quand il la désirera. C'est parcequ'à ce moment où le ministère anglais s'apprête à une violence, qui détruit pour toujours tout sentiment d'estime et de confiance pour les hommes de sa caste pris en masse, l'un d'eux admet qu'ils ne doivent pas s'opiniâtrer à gouverner ce pays contre la volonté de la majorité, et que si elle persiste dans ses instances, il sera de devoir du parlement de finir par y procéder, que j'espère, quoique faiblement, que nous avons le moyen d'obtenir plus que nous n'avons encore demandé et successivement tout ce que nous demanderons. Tant que cet espoir sera celui d'une grande partie de la société, il faudra renfermer dans des mesures analogues à celle que nous prenons aujourd'hui ; s'il s'éteint tout à fait, les circonstances décideront de celle qu'alors il faudra adopter. Mais je suis sûr que vous comme de moi-même. Les principes que m'ont invariablement guidé depuis trente ans chaque nouvelle vexation contre mon pays n'a fait que les fortifier, et vous et moi nous cesserons de demander justice pleine et entière à bon poids et à bonne mesure comme le peuple le veut et l'entend, et non pas goutte-à-goutte dans le mesquin petit détail, qui suffit à la pacité et à la bonne volonté pour nous qu'ont eus tous les gouverneurs et tous les ministres depuis lord North jusqu'à ce jour. Dans la vie publique les circonstances nous ont mis en lutte pendant trente ans avec la plupart des gouverneurs, dès lors avec la foule innombrable et insatiable des flatteurs et des parasites qui attendent toute leur importance et leur aisance des faveurs du maître, parcequ'ils ne trouvent aucune ressource en eux mêmes, où n'apprécient que ce qu'il vaut, le premier des biens, l'indépendance de l'esprit et du caractère. Delà d'ennemis politiques violents et en grand nombre. Il n'y a rien à quoi l'homme public quand est sincère, doive demeurer aussi indifférent. Il en doit être fier et réjoui plutôt qu'attristé. Et pour moi j'espère, quelque besoin que je puisse avoir de me corriger sous d'autres rapports que je vivrai jusqu'au dernier moment dans la profession de foi politique que pendant ces dix années, qu'un milieu d'autant d'animosités, n'ai jamais cessé de confesser. (*Applaudissemens prolongés.*)

FIN.

Petition au Congrès Américain.

Le projet suivant de PETITION AU CONGRES AMERICAIN demandant le rappel des droits imposés dans les Etats-Unis sur nos grains et sollicitant l'intervention de leur législature pour faciliter le commerce entre les Etats et ce pays, a été adopté par le Comité Central et permanent du Comité de Montréal, et est soumis aux Réformistes pour leurs signatures, en conformité aux Résolutions adoptées à St. Laurent le 15 Mai 1837, dans l'assemblée des Habitans du Comité de Montréal.

A l'Honorable Chambre des Représentants des Etats-Unis d'Amérique, assemblés en Congrès. L'humble pétition des soussignés francs-tenanciers et autres habitans du Bas-Canada, expose :

Que vos pétitionnaires désirent vivement que les restrictions oppressives et impolitiques qui gênent le commerce actuel entre cette province et les Etats-Unis sur les blés, bois, thés cotons et autres articles, soient supprimés, de manière que le peuple de ce côté de la frontière puisse acheter aux marchés des Etats-Unis les marchandises qui peuvent lui être utiles, et les payer avec le surplus de ses blés, farines, bois et autres produits, sans être chargé de taxe aux différens ports sur vos frontières.

Les marchés des Canadas sont toujours ouverts aux citoyens des Etats-Unis, francs de droits, pour concourir avec les fermiers, les meuniers et marchands de bois d'autres colonies, en fournissant à notre consommation domestique, pour la farine, les blés et les bois et pour l'exportation par le St. Laurent. Nos bois, nos farines et blés sont, au contraire, sujets à une forte taxation quand ils sont exportés à l'Union. Quand la farine est à \$12 le quart à New-York, le blé canadien est sujet à environ 25 cents de droits des Etats-Unis par minot. Une grande partie de l'Etat de New-York est approvisionnée de bois de cette province, cependant cet article indispensable est assujéti par votre gouvernement à de forts droits. Il nous paraît que la suppression de ces taxes sur l'industrie tournerait à l'avantage de toutes les parties.

L'interruption de notre commerce par la voie du St. Laurent durant la moitié de l'année et le négoce vaste et croissant des ports de New-York et de Boston, où les achats peuvent se faire avec avantage pour notre consommation domestique, nous induisent à représenter res-

pectueusement qu'il pourrait être d'un avantage réciproque si les droits des douanes maintenant prélevés sur les articles importés de pays étrangers par vos citoyens sujets à une remise et restitués à vos marchands sur l'exportation des articles au Canada.

L'attention du gouvernement britannique dans bien des occasions et dans une variété de circonstances, a été instamment appelée sur l'impolitique de ces taxes et restrictions sur l'industrie canadienne, qui obligent souvent notre population d'acheter au marché le plus élevé pour vendre au marché le plus bas, dans l'espoir que la demande serait faite au gouvernement des Etats-Unis pour sa co-opération afin d'introduire un système plus simple et meilleur, mais aucun remède n'a été appliqué.

Vos pétitionnaires sont, cependant, heureux de voir que la question de ces restrictions, quant au blé, a été soumise dernièrement à la considération favorable de votre honorable chambre.

Dans ces circonstances, vu la dépression extrême que nous subissons dans nos affaires et notre propriété, nous espérons qu'on nous excusera de demander respectueusement à votre honorable chambre un règlement de relations commerciales entre nous, tel qu'il puisse offrir au peuple de cette province quelque soulagement, sans préjudice à la prospérité des Etats-Unis.

Qu'il plaise donc à votre honorable chambre de supprimer la taxe actuellement prélevée sur les blés, les farines et les bois canadiens importés aux E. Unis, et d'accorder une remise équivalente au montant des droits de douane perçus sur les marchandises étrangères importées aux Etats-Unis, à être payés lors de leur exportation par terre ou par voie de navigation intérieure en Canada.

Et vos pétitionnaires ne cesseront de prier.